

Rapport annuel 2025

FONDS POUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN AFRIQUE

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

AFRICA CLIMATE CHANGE FUND

Photo de couverture: Portrait de Lomadiko Lina, cheffe de la communauté du village de Lokochil et bénéficiaire du projet « Renforcer l'égalité de genre dans l'accès aux ressources foncières pour une adaptation transformatrice au changement climatique dans la région de l'IGAD », à Kotido, en Ouganda.

© 2026 Groupe de la Banque africaine de développement. Tous droits réservés – Publié en 2026

Avertissement: Sauf indication contraire expresse, les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans la présente publication sont celles des différents auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la Direction du Fonds africain de développement (le « Fonds »), des Conseils d'administration, des Conseils des gouverneurs ni des pays qu'ils représentent.

Le contenu de cette publication est fourni sans aucune garantie, expresse ou implicite, y compris, sans s'y limiter, les garanties de qualité marchande, d'adéquation à un usage particulier ou d'absence de violation des droits de tiers. La Banque ne donne aucune garantie ni déclaration quant à l'exactitude, l'exhaustivité, la fiabilité ou l'actualité des informations contenues dans cette publication.

En aucun cas, y compris en cas de négligence, la Banque ne pourra être tenue responsable de toute perte, dommage, responsabilité ou dépense prétendument résultant, directement ou indirectement, de l'utilisation de cette publication ou de la confiance accordée à son contenu.



Cacaoyer à Soubré, Côte d'Ivoire. © Secrétariat du FCCA

TABLE DES MATIÈRES

Acronymes 6

Citations de notre équipe de direction 9

À propos du FCCA 12

1 Rétrospective de l'année 2025 16
2 Principales réalisations / progrès en 2025 21
3 Communication de nos activités 81
4 Gestion financière 87
5 Perspectives pour 2026 91

Annexes 93

Annexe 1: État du portefeuille de projets au 31 décembre 2024 94

Secrétariat du FCCA 100

ACRONYMES

AAAP	Programme africain d'accélération de l'adaptation	**DDW**	Fenêtre axée sur la demande
ABM	Mécanisme des bénéfices de l'adaptation	**€**	Euro
AFAC	Alliance financière africaine pour le changement climatique	**FA**	Fonds d'Adaptation
AP	Appel à proposition	**FCCA**	Fonds pour les Changements Climatiques en Afrique
ATPS	Réseau africain d'études sur les politiques technologiques	**FENU**	Fonds d'équipement des Nations Unies
BAD	Banque africaine de développement (la Banque)	**FMNR**	Régénération naturelle gérée par les agriculteurs
BAGRI	Banque Agricole du Niger	**FNUAP**	Fonds des Nations Unies pour la population
CCNUCC	Convention-cadre sur les changements climatiques	**GCF**	Fonds vert pour le climat
CDN	Contributions déterminées au niveau national	**GECR**	Égalité des genres et résilience climatique
CEMIRIDE	Centre pour le développement des droits des minorités	**GES**	Gaz à effet de serre
CMR	Cadre de mesure des résultats	**GPA**	Analyse du pouvoir selon le genre
COMNACC	Comité national sur les changements climatiques	**GTA**	Approche transformatrice du genre
COP	Conférence des Parties	**GTCCA**	Adaptation au changement climatique transformatrice du genre
CSE	Centre de Suivi Écologique	**ICCASA**	Adaptation inclusive au changement climatique pour une Afrique durable
DRR	Réduction des risques de catastrophe	**ICEI**	Institut de coopération économique internationale

IFRS	Normes internationales d'information financière	**PACJA**	Alliance panafricaine pour la justice climatique
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement	**PBCRG**	Subvention pour la résilience climatique basée sur la performance
ISSB	Conseil des normes internationales de durabilité	**PNA**	Plan National d'Adaptation
KCIC	Centre kényan d'innovation climatique	**PNDL**	Programme national de développement local
LISA	Système local d'information climatique pour l'adaptation	**PSEA**	Prévention de l'exploitation et des abus sexuels
LoCAL	Mécanisme de financement local pour une adaptation au changement climatique	**RBA**	Approche fondée sur les droits
LT-LEDS	Stratégies de développement à long terme à faibles émissions	**SRHR**	Santé et droits sexuels et reproductifs
LTV	Visions à long terme	**$**	Dollar américain (USD)
MRV	Mesure, notification et vérification	**TADB**	Banque tanzanienne de développement agricole
OBPE	Office burundais pour la protection de l'environnement	**VBG**	Violence basée sur le genre
ODEF	Office de développement et d'exploitation des forêts	**VSLA**	Associations villageoises d'épargne et de crédit
ONG	Organisation non gouvernementale (ONG)	**WE-CAN**	Femmes d'Eswatini pour l'adaptation au changement climatique
OSC	Organisation de la Société Civile	**WWDs**	Femmes en situation de handicap

CITATIONS DE NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION



"Aligné sur les quatre points cardinaux de la Banque, et en particulier sur son engagement en faveur de l'action climatique et de la croissance verte, le FCCA aide les pays africains à accéder à des financements climatiques essentiels tout en renforçant la résilience des communautés les plus vulnérables au changement climatique."

Dr. Kevin Kariuki
Vice-président chargé de l'électricité, de l'énergie, du climat et de la croissance verte
Banque africaine de développement



"En tant qu'instrument clé de financement climatique dans le cadre de l'agenda d'action climatique de la Banque, le FCCA continue de déployer à grande échelle des solutions innovantes qui renforcent la résilience climatique, tout en veillant à ce que l'égalité de genre et l'engagement des jeunes restent au cœur de la transition de l'Afrique vers un avenir à faibles émissions de carbone."

Prof. Anthony Nyong
Directeur du Département du changement climatique et de la croissance verte
Banque africaine de développement



"En 2025, le FCCA continue de jouer un rôle catalytique en soutenant la préparation de projets et en mobilisant des financements climatiques supplémentaires, permettant ainsi aux pays et institutions africains de traduire leurs priorités climatiques en initiatives bancables et à fort impact."

M. Gareth Phillips
Chef de la Division du financement du climat et de l'environnement
Banque africaine de développement



"À travers son quatrième appel à propositions, le FCCA continue d'élargir son appui aux pays et aux communautés africains, en promouvant des solutions climatiques innovantes tout en renforçant des approches inclusives qui placent les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables au cœur de l'action climatique. "

Mme. Rita Effah
Coordonnatrice du Fonds pour les Changements Climatiques en Afrique
Banque africaine de développement



Cabosses de cacao dans une plantation de cacao à Soubré, en Côte d'Ivoire. © Secrétariat du FCCA



À PROPOS DU FCCA



Une membre de la communauté met en pratique les connaissances acquises grâce au projet de l'IGAD dans son exploitation agricole à Kotido, en Ouganda.© Secrétariat du FCCA

Le Fonds pour les Changements Climatiques en Afrique (FCCA ou le Fonds) est un fonds fiduciaire multi-donateurs qui contribue à l'engagement de la Banque africaine de développement (la Banque) en matière de financement climatique et soutient les efforts visant à renforcer la résilience climatique de l'Afrique.

Le FCCA a été créé en 2014, initialement en tant que fonds fiduciaire thématique bilatéral, avec une contribution initiale de 4,725 millions d'euros de l'Allemagne, par l'intermédiaire de son agence de développement internationale, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ). En 2017, le FCCA a été transformé en fonds fiduciaire multi-donateurs, avec des contributions des gouvernements de la Flandre, de la Belgique et de l'Italie.

Depuis 2020, le Fonds a accueilli de nouveaux donateurs, notamment les gouvernements du Canada (Affaires mondiales Canada), de l'Autriche, de l'Irlande, des États-Unis d'Amérique (Département d'État des États-Unis), de la province de Québec, ainsi que le Centre mondial pour l'adaptation.

La valeur actuelle du fonds fiduciaire s'élève à 43,5 millions de dollars.

Le Fonds a été créé pour fournir de petites subventions aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux institutions régionales afin de soutenir les pays africains dans leur transition vers un développement résilient au climat et à faibles émissions de carbone, tout en promouvant l'égalité de genre, l'autonomisation des femmes et des jeunes, et en assurant l'inclusion des communautés vulnérables.

Le FCCA sollicite des projets à travers des appels à propositions compétitifs (CfP) ainsi que par le biais du DDW. Depuis sa création, les comités de gouvernance du Fonds ont approuvé 33 projets, pour un montant total de 20,28 millions de dollars, dans le cadre de ses trois appels à propositions et du DDW.

Au 31 décembre 2025, le Fonds avait achevé seize (16) projets et en avait annulé deux 2, tandis que quinze (15) projets étaient en cours d'exécution.

Figure 1: ***Principaux chiffres du FCCA depuis sa création***

Neuf donateurs

giz · Ministero della Transizione Ecologica · Government of Flanders · Global Center on Adaptation · Canada · Québec · Federal Ministry Republic of Austria Finance · Irish Aid Rialtas na hÉireann Government of Ireland

43.5
MILLIONS DE DOLLARS
ressources mobilisées au 31 Décembre 2025

16 PROJETS ACHEVÉS
2 PROJETS ANNULÉS
15 PROJETS EN COURS

33
PROJETS APPROUVÉS
pour un engagement cumulé de 20,28 millions de dollars

10 projets mis en œuvre par des organismes gouvernementaux

8 projets mis en œuvre par la Banque

13 projets mis en œuvre par des organisations de la société civile, y compris des organisations non gouvernementales (ONG)

2 projets mis en œuvre par des agences des Nations Unies

47
PAYS IMPLIQUÉS

TAUX GLOBAL DE DÉCAISSEMENT ATTEINT
15,39 millions de dollars (77 %) du montant engagé au niveau des projets

2,31 millions de dollars
(2 millions d'euros) mobilisés en nouvelles contributions du gouvernement de l'Irlande

TAUX DE DÉCAISSEMENT AU NIVEAU DES PROJETS
97% (CfP1) - Achevé, 87% (CfP2) - En cours, 68% (CfP3)
En cours - 62% (DDW) - En cours

Figure 2: ***Principales réalisations du FCCA depuis sa création***

2 464 175

Nombre total de bénéficiaires atteints dans l'ensemble des interventions des projets, dont 1 380 408 dans le cadre du CfP3, 1 082 410 dans le cadre du CfP2, 1 332 dans le cadre du DDW et 25 dans le cadre du CfP1.

77%

Les femmes représentent 77 % des bénéficiaires, soulignant une forte inclusion et un impact significatif en matière de genre

200+

Plus de 200 hectares, répartis sur plus de 600 parcelles familiales, ont fait l'objet d'un suivi, avec un taux de survie des arbres estimé à 70 % sur l'ensemble des sites du projet.

51,290

arbres ont été plantés, contribuant au reboisement de 51,7 hectares de terres dégradées

21 250

plants supplémentaires ont été mis en terre pour remplacer les arbres morts, renforçant ainsi les efforts de restauration durable des écosystèmes

6 000

structures de collecte des eaux ont été construites afin d'améliorer l'accès à l'eau et la résilience climatique des communautés vulnérables

250

emplois directs et indirects ont été créés pour les jeunes et par les jeunes

57,3 millions de dollars

ont été mobilisés pour la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Kenya. Le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA) a été accrédité en tant qu'entité à accès direct auprès du Fonds vert pour le climat (FVC)



Stephanie Meltus et son équipe à Green Eden Farms, une agro-entreprise soutenue par YouthADAPT au Nigéria. © Secrétariat du FCCA.

Rétrospective de l’année 2025

Depuis sa création en 2014, le FCCA s'est positionné comme un mécanisme clé de financement climatique, fournissant des subventions d'assistance technique pour soutenir la préparation des projets, mobiliser des financements climatiques supplémentaires et mettre en œuvre des actions climatiques pilotées par les communautés à travers l'Afrique, en complément des investissements de la Banque. Le Fonds soutient des initiatives menées par la Banque ainsi que des initiatives régionales, de même que des projets mis en œuvre par des institutions du secteur public et des organisations de la société civile.
Le FCCA continue d'élargir son portefeuille à travers des appels à propositions successifs, notamment le quatrième appel à propositions (CfP4), axé sur la réduction du méthane dans une approche transformatrice en matière de genre, parallèlement à un DDW soutenant des activités thématiques prioritaires.

GESTION DU FONDS

En 2025, le Fonds a approuvé son plan de travail et son budget, révisé ses directives opérationnelles et obtenu 2,31 millions de dollars de nouvelles contributions du Gouvernement irlandais. Dans le cadre du CfP4 consacré à la réduction du méthane sensible au genre, 15 projets couvrant 17 pays ont été présélectionnés, représentant un engagement de 10,42 millions de dollars de nouveaux financements.
Le Fonds a également maintenu une présence active lors de grands événements climatiques, notamment la Conférence sur le changement climatique et la qualité de l'air, le Forum BAD–OSC, le Sommet africain sur le climat et la COP30. Il a par ailleurs renforcé sa communication grâce à un nouveau site web bilingue, quatre bulletins d'information trimestriels, le Rapport annuel 2024 et six vidéos mettant en lumière l'impact des projets.

GESTION DU PORTEFEUILLE DE PROJETS

À la fin de 2025, un montant cumulé de 15,39 millions de dollars (77 %) avait été décaissé pour les projets en cours, et sept projets avaient été achevés. Le projet Femmes d'Eswatini pour l'adaptation climatique (WE-CAN) a été approuvé par le Comité de gouvernance pour un montant de 596 000 dollars, et deux lettres d'accord ont été préparées pour les projets de gestion des déchets au Sénégal et WE-CAN en Eswatini.



Joselyn Bigirwa (IGAD), Emile Kouakou (FCCA–BAD) et des élèves lors du lancement de la campagne de plantation d'arbres à Kotido, Ouganda. © Secrétariat du FCCA.

CADRES DE MESURE DES RÉSULTATS ET REPORTING :

En 2025, les partenaires de mise en œuvre ont bénéficié de formations pour réaliser des analyses contextuelles de leurs projets. Par la suite, les théories du changement, les cadres logiques et les systèmes de suivi-évaluation au niveau des projets ont été mis à jour dans l'ensemble des huit projets du CfP3. Les rapports d'avancement semestriels ont été examinés afin de garantir leur alignement avec les cadres révisés de mesure des résultats.

L'outil de mesure de la transformation du genre (GTMT), développé en 2024, a été appliqué avec succès à quatre projets, et une analyse de la mise à l'échelle et de la reproductibilité (SRA) a été réalisée lors des missions de supervision de deux projets.

Le Rapport annuel 2025 présente les réalisations, les enseignements tirés et les progrès accomplis dans les activités en cours, tant au niveau du Fonds qu'au niveau des projets. Conformément aux dispositions des directives opérationnelles du FCCA, la sélection et la mise en œuvre des projets du FCCA (Figure 3) suivent un processus de sélection concurrentiel, comme illustré à la Figure 4.



Jeunes plants en croissance dans une exploitation agricole à Kotido, Ouganda.
© Secrétariat du FCCA

Figure 3: ***Projets du FCCA par cycle de financement***

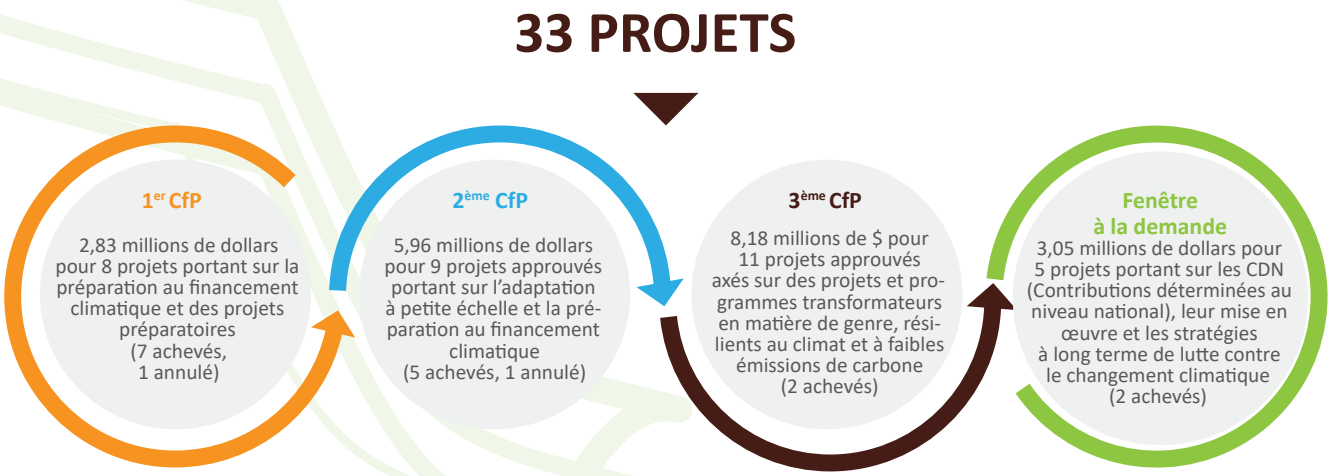
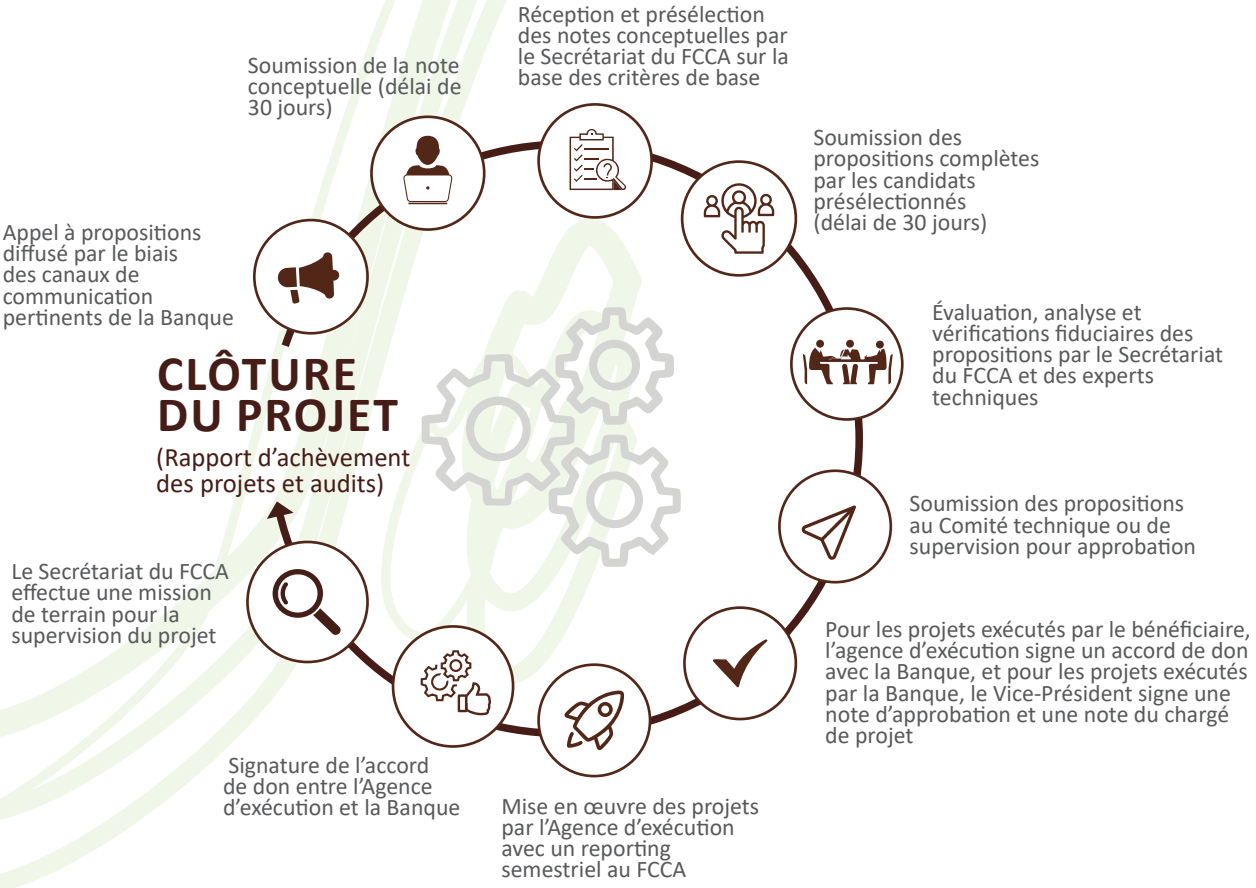


Figure 4: ***Cycle de gestion des projets du FCCA***





Jane Logel, secrétaire municipale adjointe de la municipalité de Kotido, partage les connaissances acquises grâce à l'IGAD sur sa ferme à Kotido, Ouganda. © Secrétariat du FCCA.





Ngorok Graces, élève à l'Institut technique de Kotido, avec des plants reçus dans le cadre de l'initiative communautaire de plantation d'arbres à Kotido, Ouganda. © Secrétariat du FCCA.

Principales réalisations/ progrès en 2025

2

2.1 PROJETS ISSUS DU PREMIER APPEL À PROPOSITIONS

En 2014, le FCCA a lancé son premier appel à propositions (CfP1), qui a conduit au financement de huit projets axés sur le renforcement des capacités des pays africains à améliorer leur gouvernance institutionnelle nationale pour un accès direct et international au financement climatique, ainsi que sur l'élaboration de politiques, programmes et projets transformateurs en faveur de la résilience climatique et d'une croissance à faibles émissions de carbone, en conformité avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
À la fin de l'année 2023, le Secrétariat avait clôturé l'ensemble des projets du CfP1.

2.2 PROJETS ISSUS DU DEUXIÈME APPEL À PROPOSITIONS

En 2017, le FCCA a lancé son deuxième appel à propositions (CfP2). Neuf projets ont été sélectionnés, tous axés sur l'accès direct au financement climatique et sur des initiatives pilotes d'adaptation visant à renforcer la résilience des communautés vulnérables. La mise en œuvre de ces projets a débuté en 2020. À la fin de 2025, cinq projets avaient été achevés, un projet avait été annulé et quatre projets restaient en cours de mise en œuvre au-delà de 2025.

L'hypothèse de développement ci-dessous retrace la logique causale sous-jacente à la chaîne de résultats présentée ci-après, en illustrant comment les produits représentatifs des portefeuilles de projets du CfP1, du CfP2 et du DDW devraient générer des effets immédiats et intermédiaires mesurables qui, ensemble, contribueront à orienter les pays africains vers un développement résilient au climat et à faibles émissions de carbone, conformément à leurs CDN et à leurs PNA (plans nationaux d'adaptation).

HYPOTHÈSE DE DÉVELOPPEMENT : PORTEFEUILLE DU CFP1, DU CFP2 ET DU DDW

SI les institutions nationales éligibles aux financements climatiques internationaux (FVC, FEM, fonds bilatéraux et multilatéraux) sont identifiées (Produit 1), et que des projets résilients au climat couvrant l'agriculture, l'énergie propre, l'eau et l'assainissement, la restauration des terres et la gestion des déchets sont élaborés et testés sur le terrain (Produit 2), renforçant ainsi les capacités institutionnelles en matière d'adaptation au changement climatique (Effet immédiat 1), **ALORS** les pays africains bénéficieront d'un accès direct accru aux financements climatiques (Effet intermédiaire 1).
SI les PMR (Pays membres régionaux) soumettent des notes conceptuelles de haute qualité alignées sur leurs CDN

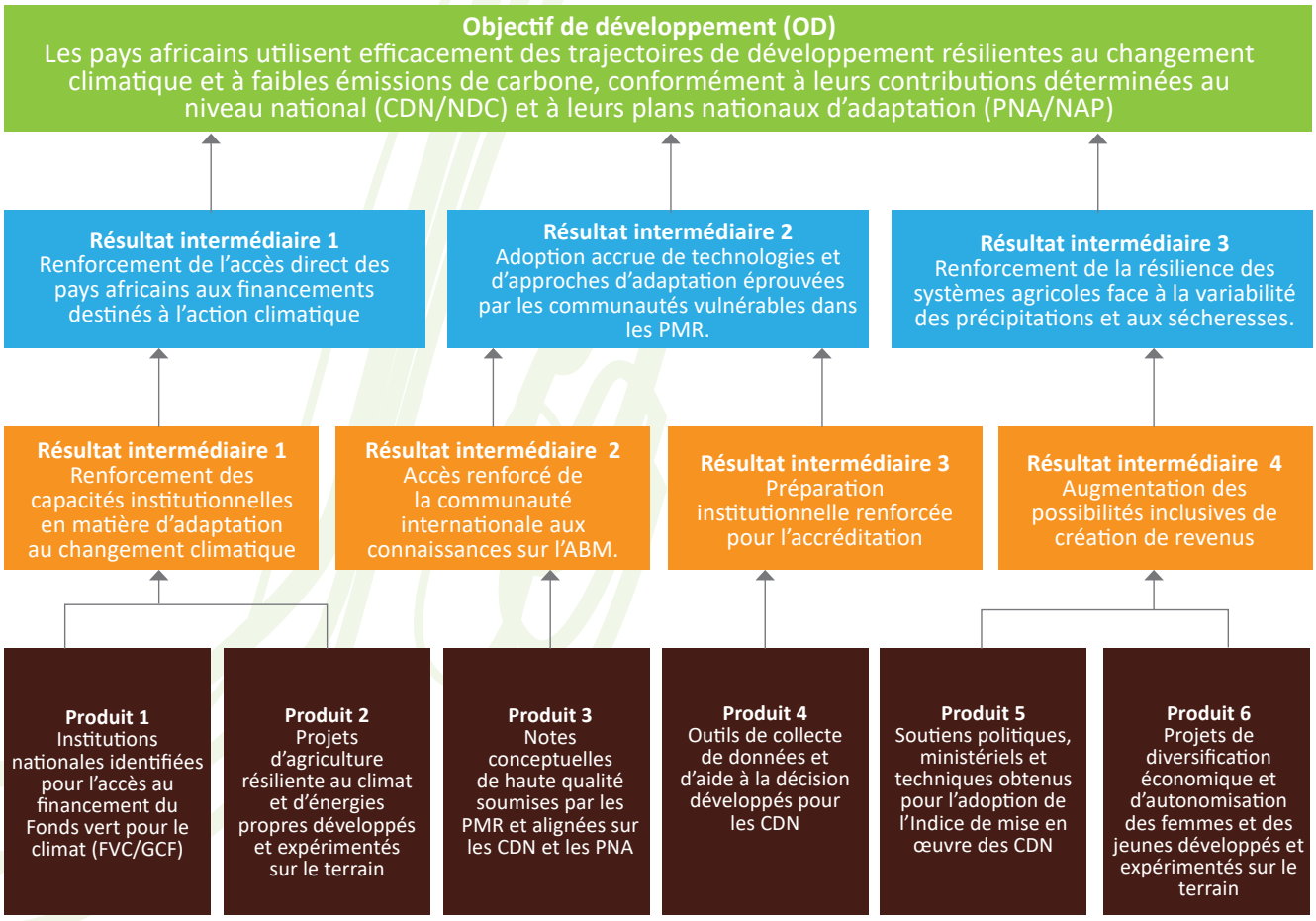


(Contributions déterminées au niveau national) et leurs PAN (Plans nationaux d'adaptation) (Produit 3), élargissant ainsi la connaissance internationale du Mécanisme de financement de l'adaptation (Effet immédiat 2), et que des outils de collecte de données et d'aide à la décision relatifs aux CDN sont développés (Produit 4), et que des approbations politiques, ministérielles et techniques de l'Indice de mise en œuvre des CDN sont obtenues (Produit 5), renforçant ainsi la préparation institutionnelle à l'accréditation (Effet immédiat 3), **ALORS** les technologies climatiques et les approches d'adaptation validées seront largement adoptées par les communautés vulnérables au climat dans les PMR (Effet intermédiaire 2).

SI des projets favorisant la diversification économique et l'autonomisation des femmes et des jeunes sont élaborés et testés sur le terrain (Produit 6), générant des opportunités de revenus inclusives dans les communautés vulnérables au climat (Effet immédiat 4), **ALORS** la résilience des systèmes agricoles face à la variabilité des précipitations et à la sécheresse sera renforcée (Effet intermédiaire 3).

SI les pays africains bénéficient d'un accès direct accru aux financements climatiques (Effet intermédiaire 1), que les technologies et approches d'adaptation validées sont largement adoptées dans les PMR (Effet intermédiaire 2) et que la résilience des systèmes agricoles est renforcée (Effet intermédiaire 3), **ALORS** les pays africains seront en mesure de poursuivre efficacement des trajectoires de développement résilientes au climat et à faibles émissions de carbone, conformément à leurs CDN et PAN (Objectif de développement).

Chaîne de résultats du portefeuille de projets relevant du CfP1, du CfP2 et du programme DDW



À la date de décembre 2025, les résultats suivants ont été atteints.

BÉNIN ET LESOTHO

PROJET DU FONDS LOCAL POUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (LOCAL), PHASE I AU LESOTHO ET PHASE II AU BÉNIN

Budget
997 524 $
avec un cofinancement de
1 128 884 $ de l'UNCDF

Période de mise en œuvre
2021–2025

Agence d'exécution
Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF)



Membres de la communauté du village de Kpandi, au Bénin. © UNCDF

PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet « LoCAL » renforce la résilience climatique au Lesotho et au Bénin en améliorant l'accès des collectivités locales au financement climatique grâce au mécanisme de subventions pour la résilience climatique basées sur la performance (SRCBP). En alignant les investissements d'adaptation sur les systèmes nationaux, le projet renforce les capacités locales en matière de planification, de budgétisation, de mise en œuvre et de suivi d'un développement résilient au climat.

ACCÈS ACCRU AU FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le projet a considérablement amélioré l'accès des collectivités locales au financement climatique grâce au mécanisme SRCBP, permettant aux municipalités et aux conseils communautaires de planifier et de mettre en œuvre des investissements d'adaptation au climat. Au Bénin, six municipalités ont réussi à mettre en œuvre des investissements d'adaptation climatique à la suite d'évaluations de performance, contribuant à une meilleure gestion de l'eau, à la résilience agricole et au développement des infrastructures locales. Au Lesotho, les investissements d'adaptation, notamment dans l'approvisionnement en eau et les infrastructures communautaires, ont renforcé la résilience face à la variabilité climatique au niveau local.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES POUR UNE PLANIFICATION ET UNE BUDGÉTISATION RÉSILIENTES AU CLIMAT

Les collectivités locales ont renforcé leur capacité à intégrer les risques climatiques dans les processus de planification du développement et de budgétisation. L'appui technique a amélioré l'accès à l'information climatique ainsi que son utilisation dans la prise de décision locale. Au Bénin, le développement du Système local d'information pour l'adaptation (LISA) a permis de mettre en place une plateforme structurée pour la consolidation des données climatiques et le soutien à une planification fondée sur des données probantes, posant ainsi les bases de la durabilité à long terme et de la mise à l'échelle des systèmes d'information climatique.

AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE ET DE LA REDEVABILITÉ DANS L'ADAPTATION AU CLIMAT

Le projeta renforcé les systèmes de gouvernance en institutionnalisant l'adaptation au climat au sein des opérations des collectivités locales.
Le mécanisme SRCBP a encouragé le respect des normes de performance, renforçant ainsi la transparence, la redevabilité et la gestion axée sur les résultats du financement climatique. Les municipalités des deux pays ont démontré une capacité accrue à mobiliser, gérer et suivre les financements climatiques en alignement avec les systèmes nationaux.

AUGMENTATION DE LA FOURNITURE D'INFRASTRUCTURES ET DE SERVICES RÉSILIENTS AU CLIMAT

Le projet a financé 35 investissements en infrastructures résilientes au climat à travers 19 collectivités locales, bénéficiant à plus d'un million de personnes dans les deux pays.

- Au Lesotho, 20 investissements d'infrastructures d'adaptation ont été réalisés dans 10 conseils communautaires, bénéficiant à environ 80 080 personnes,

dont 51 % sont des femmes.

- Au Bénin, 15 investissements d'adaptation ont été mis en œuvre dans neuf collectivités locales, touchant environ 930 000 bénéficiaires, dont 50 % sont des femmes.

Ces investissements ont amélioré l'accès à l'eau, renforcé les systèmes agricoles et accru la résilience des communautés face aux chocs climatiques.

RENFORCEMENT DE LA DURABILITÉ ET DE LA MISE À L'ÉCHELLE DES MÉCANISMES DE FINANCEMENT CLIMATIQUE

Le modèle LoCAL a démontré un fort potentiel de mise à l'échelle du financement climatique à travers les systèmes nationaux. Au Bénin, le mécanisme SRCBP a contribué à mobiliser 9,3 millions de dollars auprès du Fonds vert pour le climat, élargissant les investissements d'adaptation LoCAL à environ 2,7 millions de bénéficiaires directs et indirects. Au Lesotho, le modèle a soutenu les efforts de décentralisation fiscale et a été reconnu dans le budget national de 2025, avec des financements supplémentaires attendus de la part des partenaires de développement.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet LoCAL a démontré comment le financement climatique basé sur la performance peut renforcer les capacités des collectivités locales et des institutions nationales afin d'améliorer la préparation à l'accès direct aux financements climatiques internationaux et de mettre en œuvre des investissements résilients au climat à grande échelle. Au Lesotho, l'approche LoCAL a soutenu la décentralisation fiscale et a obtenu une reconnaissance officielle au niveau national, notamment par son intégration dans le processus budgétaire national de 2025. Au Bénin, le projet a joué un rôle catalytique en appuyant le Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC) dans la préparation et l'obtention d'une subvention du Fonds vert pour le climat pour la phase de mise à l'échelle. Il a également contribué au renforcement des systèmes nationaux de financement de l'adaptation pilotée localement. Ainsi, au Bénin, des subventions de petite envergure ont été gérées par des institutions nationales afin de renforcer la préparation à l'accès direct aux financements climatiques internationaux.

Ces réalisations permettent aux collectivités locales de pérenniser et d'élargir les efforts d'adaptation au changement climatique, contribuant à une résilience à long terme et à un développement inclusif et sensible au climat. Le projet a été achevé avec succès en 2025, une évaluation finale confirmant l'atteinte des principaux résultats.

MOZAMBIQUE
AGRICULTURE SYNTHROPIQUE POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE ET LA RELANCE DES COMMUNAUTÉS CÔTIÈRES VULNÉRABLES

Budget
596 283$

Période de mise en œuvre
2020–2025

Agence d'exécution
Istituto Cooperazione Economica Internazionale (ICEI), en partenariat avec l'Associação Rural de Ajuda Mútua (AMDER/ORAM)



Contrôle des ruches au sein de la communauté de Maneia, au Mozambique.
© ICEI

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet a renforcé la résilience climatique et les moyens de subsistance durables des communautés vulnérables dans la province de Zambézie, au Mozambique, en promouvant l'agriculture syntropique, la restauration des écosystèmes et des activités génératrices de revenus diversifiées. Il s'est concentré sur l'intégration de l'agroforesterie, de la gestion durable des ressources naturelles et de pratiques adaptées au climat afin de lutter contre la dégradation environnementale et d'améliorer la résilience des communautés. Le projet a été achevé avec succès en 2025, une évaluation finale confirmant l'atteinte des principaux résultats.

AMÉLIORATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE RÉSILIENTS AU CLIMAT GRÂCE AUX SYSTÈMES AGROFORESTIERS

Le projet a élargi les opportunités de moyens de subsistance résilients au climat grâce à la mise en place de 100 systèmes agroforestiers à petite échelle au niveau des ménages, soutenus par 10 pépinières agroforestières et 10 banques de semences. Ces systèmes ont amélioré la sécurité alimentaire, diversifié les revenus des ménages et renforcé l'intégration aux marchés locaux.

Des initiatives complémentaires ont inclus l'installation de 10 ruches et unités de production de miel, contribuant à la génération de revenus et au développement économique local.

RENFORCEMENT DE LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA RESTAURATION DES ÉCOSYSTÈMES

Des progrès significatifs ont été réalisés dans la restauration des écosystèmes dégradés et le renforcement des pratiques de gestion durable des terres. Le projet a soutenu la reforestation des mangroves et la restauration des ressources naturelles, avec 51 290 arbres plantés, dépassant les objectifs fixés.
En outre, 30 jeunes ont été formés à la restauration des mangroves et à la gestion des ressources naturelles, renforçant les capacités locales en matière de gestion environnementale et de conservation à long terme des écosystèmes.

ACCÈS ACCRU AUX INFRASTRUCTURES INTELLIGENTES FACE AU CLIMAT ET À L'ÉNERGIE DURABLE

Le projet a amélioré l'accès à des infrastructures résilientes au climat et à des solutions énergétiques durables. Sept systèmes d'irrigation à faible coût ont été installés, bénéficiant à 70 ménages en réduisant la charge de travail et en améliorant la productivité agricole.
La distribution de 400 foyers améliorés a réduit la dépendance à la biomasse traditionnelle, contribuant à la diminution de la déforestation, à une meilleure efficacité énergétique des ménages et à l'amélioration des conditions de santé.

RENFORCEMENT DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DE LA GOUVERNANCE INCLUSIVE DES RESSOURCES

La participation économique des femmes a été renforcée grâce à la mise en place de 10 unités agroforestières piscicoles dirigées par des femmes, offrant de nouvelles opportunités de revenus et améliorant la sécurité alimentaire.
La gouvernance des ressources naturelles au niveau communautaire a également été renforcée par la création de 10 comités de gestion des ressources naturelles (NRMC), avec 30 membres formés. Ces structures favorisent l'appropriation locale, la prise de décision inclusive et la gestion durable des ressources partagées.

RÉSULTATS GLOBAUX

Dans l'ensemble, le projet a permis de reboiser 51,7 hectares de terres et d'atteindre directement 1 130 personnes, réalisant plus de 50 % de son objectif en matière de bénéficiaires directs. Par ailleurs, des actions telles que la réduction du temps consacré à la collecte de l'eau pour les femmes et les jeunes grâce à l'introduction de technologies d'irrigation à faible coût ont eu des impacts très positifs. Les initiatives de pisciculture et de production de miel ont également montré des résultats prometteurs.
Le projet a démontré que l'agriculture syntropique constitue une approche efficace et évolutive pour l'adaptation au changement climatique dans les contextes côtiers semi-arides. En combinant la restauration des écosystèmes avec des moyens de subsistance diversifiés et résilients au climat, l'initiative a renforcé la résilience des communautés tout en améliorant la gestion des ressources naturelles et les opportunités économiques.
Le projet a été mené à bien en janvier 2025, une évaluation finale ayant confirmé l'atteinte des principaux résultats
livelihoods, the initiative strengthened community resilience while improving natural resource management and economic opportunities.

CÔTE D'IVOIRE

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES PETITS PRODUCTEURS DE CACAO GRÂCE AU MÉCANISME DE FINANCEMENT DE L'ADAPTATION (PHASE 2)

Budget
230 000 $

Période de mise en œuvre
2024–2026

Agence de mise en œuvre
Banque africaine de développement – Département du changement climatique et de la croissance verte



Assiata, bénéficiaire et femme leader dans son champ de cacao à Kragui, Soubré, en Côte d'Ivoire.
© Secrétariat du FCCA

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet soutient les petits exploitants agricoles de cacao vulnérables au climat en Côte d'Ivoire en pilotant le Mécanisme de financement de l'adaptation (ABM), une approche innovante axée sur les résultats qui permet de traduire la résilience climatique en bénéfices mesurables et finançables. En certifiant les résultats de l'adaptation à travers un processus transparent, l'ABM attire les investissements publics et privés dans le secteur du cacao. Plus de 400 petits exploitants agricoles de cacao devraient bénéficier directement du projet, tout en autonomisant les femmes productrices de cacao en concertation avec les femmes et les associations féminines du secteur cacaoyer.

Ce projet soutient les petits producteurs de cacao vulnérables au changement climatique en Côte d'Ivoire en pilotant le Mécanisme de financement de l'adaptation (ABM), une approche innovante fondée sur les résultats qui permet de transformer la résilience climatique en bénéfices mesurables et finançables. En certifiant les résultats de l'adaptation grâce à un processus transparent, l'ABM attire des investissements publics et privés dans le secteur du cacao. Plus de 400 petits producteurs de cacao devraient bénéficier directement du projet, tout en renforçant l'autonomisation des femmes productrices de cacao, en consultation avec des femmes et des associations cacaoyères dirigées par des femmes.

Les résultats ci-dessous mettent en évidence les progrès réalisés en matière de mobilisation du financement climatique et de préparation du mécanisme à une mise à l'échelle régionale.

MOBILISER DES FINANCEMENTS CLIMATIQUES POUR LA RÉSILIENCE DES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES

La phase 2 est axée sur la réplication des mesures dans au moins trois autres pays producteurs de cacao en Afrique de l'Ouest et sur la pérennisation de l'utilisation du Mécanisme de financement de l'adaptation (ABM) dans le secteur du cacao au-delà de la durée du projet.

En 2025, l'ABM a acquis une visibilité internationale significative. Il a été présenté lors de la soixante-deuxième session des organes subsidiaires de la CCNUCC (SB62) et de la trentième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30), ainsi qu'à divers événements pertinents. Il a également été enregistré auprès de la CCNUCC en tant qu'approche non marchande au titre de l'article 6.8 de l'Accord de Paris par une coalition de pays africains champions de l'ABM et a remporté un prestigieux prix international de l'innovation. Cette reconnaissance a renforcé la crédibilité du mécanisme et l'a positionné favorablement non seulement pour la réplication de ce projet dans la région, mais également pour un déploiement à grande échelle. Par conséquent, la Banque africaine de développement a clôturé la phase pilote de l'ABM en Afrique le 31 décembre 2025 et a entamé la transition de l'ABM vers un mécanisme mondial à part entière.

Par ailleurs, en 2025, afin d'éclairer le futur ABM mondial, les dispositifs institutionnels ont produit des rapports de clôture et des recommandations sur les perspectives à venir, tandis que la Banque a lancé une évaluation finale de la phase pilote.

RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE ET DU PARTAGE DES CONNAISSANCES

Une plateforme en ligne mise à jour promeut désormais l'ABM. Cette plateforme renforce la transparence, facilite le reporting dans le cadre de l'Accord de Paris, sert de centre de connaissances pour les projets de démonstration et favorise la monétisation des bénéfices certifiés de l'adaptation (CABs) grâce à un « Supermarché ABM » et à un registre dédié.

Depuis le lancement du site web en 2022 jusqu'en 2025, la plateforme a enregistré 357 119 visites uniques et 264 Go de produits de connaissance téléchargés.

L'engagement avec le gouvernement ivoirien, le Conseil Café-Cacao de Côte d'Ivoire, les acheteurs potentiels et les partenaires se poursuit, jetant les bases de futurs accords d'achat et d'investissements à grande échelle dans la résilience climatique des producteurs de cacao.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le Mécanisme de financement de l'adaptation est passé d'une initiative pilote à un instrument reconnu de financement climatique. Grâce à une visibilité internationale accrue, au renforcement des systèmes de transparence et à un engagement actif des investisseurs, le projet crée une voie vers un financement durable et évolutif de la résilience pour les petits producteurs de cacao en Afrique de l'Ouest.



Yao Yao Charles, planteur de cacao à Soubré, présente des cabosses de cacao fraîchement récoltées.
© Secrétariat du FCCA

MULTINATIONAL
PROGRAMME DE COOPÉRATION SUD-SUD POUR PROMOUVOIR L'ACCÈS DIRECT AU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Budget
525 000 $

Période de mise en œuvre
2023–2026

Agence d'exécution
Centre de suivi écologique



Photo illustrative du projet.
© Libre de droits

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet renforce la capacité des institutions africaines à accéder directement au financement climatique international en soutenant les entités nationales du Togo, du Burundi et du Niger afin qu'elles répondent aux exigences d'accréditation et élaborent des propositions d'investissement climatique finançables. Grâce à une approche de coopération Sud-Sud, l'initiative améliore la préparation institutionnelle, favorise l'échange de connaissances et soutient un accès durable aux mécanismes mondiaux de financement climatique.

RENFORCEMENT DE LA PRÉPARATION INSTITUTIONNELLE POUR L'ACCRÉDITATION AU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Le projet a considérablement renforcé la capacité institutionnelle des entités participantes à satisfaire aux normes fiduciaires, environnementales et opérationnelles requises pour l'accréditation auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) et du Fonds d'adaptation (FA).

Des évaluations approfondies des lacunes ont permis d'identifier les faiblesses institutionnelles et les domaines prioritaires nécessitant des améliorations. En conséquence, des feuilles de route d'accréditation sur mesure ainsi que des lignes directrices opérationnelles ont été élaborées et validées pour le Burundi et le Niger, tandis que le Togo approche de l'achèvement de son processus de validation.

L'appui au renforcement des capacités a permis de consolider les systèmes internes, les procédures et les cadres de conformité. Au total, 67 membres du personnel (dont 21 femmes) ont été formés au sein des trois institutions, renforçant ainsi leur capacité à s'aligner sur les normes internationales d'accréditation et à gérer efficacement le financement climatique.

CAPACITÉ RENFORCÉE À ÉLABORER DES PROPOSITIONS BANCABLES DE FINANCEMENT CLIMATIQUE

Le projet a amélioré la capacité des institutions participantes à traduire les priorités climatiques nationales en propositions de projets prêtes à l'investissement, conformes aux exigences du Fonds vert pour le climat (FVC) et du Fonds d'adaptation. Les institutions soutenues sont désormais mieux équipées pour structurer des notes conceptuelles et des propositions complètes répondant aux normes internationales de financement, renforçant ainsi leur capacité à mobiliser des financements climatiques pour les initiatives d'adaptation et de résilience. Ces progrès reflètent le passage d'un accès limité à une préparation croissante pour un engagement direct avec les mécanismes mondiaux de financement climatique.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet renforce la capacité de l'Afrique à accéder directement aux financements climatiques en améliorant la préparation institutionnelle en vue de l'accréditation et en renforçant l'élaboration de propositions d'investissement climatique bancables. À mesure que les processus d'accréditation progressent au Burundi, au Niger et au Togo, le programme jette les bases d'une mobilisation accrue des financements climatiques au profit des communautés vulnérables.

Ces résultats démontrent l'efficacité de la coopération Sud-Sud dans le renforcement durable des capacités institutionnelles et dans l'appui aux pays africains pour accéder directement aux financements climatiques et les gérer. Ils contribuent ainsi à des efforts d'adaptation au changement climatique plus inclusifs, résilients et pilotés par les pays eux-mêmes.

RWANDA

PROMOTION D'UNE AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT POUR L'AMÉLIORATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE RURAUX ET DE LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE DANS LA PROVINCE DE L'EST

Budget
883 457 $

Période de mise en œuvre
2021–2026

Partenaires de mise en œuvre
Centre international de recherche en agroforesterie ; Agence rwandaise de développement de l'agriculture et des ressources animales ; Université du Rwanda — Centre d'excellence en biodiversité et gestion des ressources naturelles



Distribution de compost dans le district de Kayonza, au Rwanda.
© ICRAF

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet soutient les ménages agricoles vulnérables au changement climatique dans la province de l'Est du Rwanda afin de renforcer la résilience agricole, d'améliorer la sécurité alimentaire et d'élargir les opportunités de moyens de subsistance inclusifs grâce à une agriculture intelligente face au climat et à la diversification des revenus.

Les résultats ci-dessous mettent en évidence les changements mesurables obtenus dans les systèmes agricoles, les moyens de subsistance et la résilience des communautés.

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES AGRICOLES FACE À LA VARIABILITÉ DES PRÉCIPITATIONS ET À LA SÉCHERESSE

Plus de 1 500 agriculteurs (dont 66 % de femmes) ont adopté des systèmes agroforestiers diversifiés grâce à la plantation de 41 500 plants d'arbres sur les sites du projet. Les taux de survie variaient entre 60 % et 85 %, reflétant une meilleure gestion par les agriculteurs, un suivi communautaire renforcé et l'utilisation efficace d'outils numériques de suivi. Les agriculteurs ont démontré une meilleure reconnaissance de la valeur écologique et économique des arbres, ce qui a conduit à une meilleure protection et à un meilleur entretien des espèces plantées.

L'accès à l'eau pour la production s'est amélioré grâce à un système d'irrigation solaire composé de 34 panneaux solaires (capacité de 14,62 kW) alimentant des bassins agricoles. Les évaluations communautaires indiquent une meilleure stabilité des cultures pendant les périodes sèches et une meilleure préparation face à la variabilité des précipitations.

Les services d'information climatique ont été renforcés grâce à la formation de 50 agriculteurs leaders (54 % de femmes ; 48 % de jeunes) qui ont acquis des compétences pratiques dans l'interprétation des données météorologiques et l'adaptation de la planification agricole en conséquence. Les agriculteurs ont signalé une plus grande confiance dans la prise de décisions saisonnières et la gestion des risques, contribuant ainsi à une meilleure capacité d'adaptation au niveau communautaire.

AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

L'adoption accrue de variétés de cultures tolérantes à la sécheresse et l'amélioration de la gestion de l'eau ont contribué à une production agricole plus stable. Dans les communautés situées à proximité du Parc national de l'Akagera, le renforcement de l'engagement dans la gestion des conflits homme-faune a permis de réduire les pertes de récoltes, soutenant davantage la disponibilité alimentaire des ménages et la sécurité des revenus.

ÉLARGISSEMENT DES OPPORTUNITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS INCLUSIVES

Grâce à un mécanisme compétitif de subventions communautaires, 46 entreprises locales d'agriculture intelligente face au climat ont été financées, avec des subventions allant de 500 000 FRW (345 $) à 1 000 000 FRW (690 dollars). Les initiatives comprenaient l'apiculture, l'agroforesterie, le compostage et l'amélioration de la production agricole, aidant les ménages à diversifier leurs sources de revenus et à réduire leur vulnérabilité aux chocs climatiques.

Six coopératives d'apiculteurs ont évolué vers des systèmes de production modernes utilisant des ruches Langstroth. Des formations techniques de suivi ont renforcé les compétences en gestion des colonies et en production de miel, bénéficiant à 146 membres (dont 55 % de femmes). Ces améliorations devraient accroître les revenus tout en contribuant à une meilleure nutrition des ménages et à la réduction des risques de malnutrition infantile.

RÉSULTATS GLOBAUX

Dans l'ensemble de la Province de l'Est, les communautés participantes évoluent vers des systèmes agricoles plus résilients face au climat, plus diversifiés et économiquement durables. Les preuves du changement comprennent des taux élevés de survie des arbres, des infrastructures d'irrigation fonctionnelles, une utilisation éclairée des données climatiques et l'adoption de nouvelles activités génératrices de revenus. Ces transformations combinées renforcent la résilience, stabilisent la production alimentaire et élargissent les opportunités pour les femmes et les jeunes dans les zones rurales exposées aux risques climatiques.

SENEGAL
LEVER LES OBSTACLES À L'ACCÈS DES COLLECTIVITÉS LOCALES AU FINANCEMENT CLIMATIQUE

Budget
576 840 $

Période de mise en œuvre
2021–2025

Partenaires de mise en œuvre
Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement du territoire (MTCDAT) et Programme national de développement local (PNDL).



Les panélistes durant l'atelier de clôture du projet
© PNDL

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet renforce la capacité des collectivités locales sénégalaises à accéder aux financements climatiques internationaux, en particulier ceux des fonds climatiques mondiaux. En s'attaquant aux obstacles institutionnels, techniques et de coordination, cette initiative soutient les municipalités dans l'élaboration de propositions d'adaptation climatique bancables, tout en alignant les initiatives locales sur les systèmes nationaux de gouvernance climatique.

PROPOSITIONS DE PROJETS PILOTES DE FINANCEMENT CLIMATIQUE DANS LES RÉGIONS CIBLÉES

Le projet a expérimenté l'accès des municipalités aux financements climatiques mondiaux dans les zones de Fatick et du Ferlo. À la suite d'un appel à idées innovantes lancé dans 20 districts, deux concepts de projets ont été sélectionnés pour être développés conformément aux exigences du Fonds vert pour le climat (FVC) et du Fonds d'adaptation (FA).

Les notes conceptuelles des projets de Matam (FVC) et de Fatick (FA) ont été finalisées en juin 2025. L'Autorité nationale désignée a délivré une lettre d'intérêt pour la proposition de Matam et une lettre d'endossement pour la proposition de Fatick. Le concept de Fatick est actuellement en cours d'amélioration conformément au cadre d'adaptation menée au niveau local du Fonds d'adaptation, sa finalisation étant prévue pour début 2026. Ces étapes constituent des progrès concrets vers l'amélioration de l'accès des municipalités aux financements climatiques internationaux.

CAPITALISATION DES CONNAISSANCES ET POTENTIEL DE RÉPLICATION

Des études documentant les enseignements tirés et évaluant le potentiel de réplication ont été réalisées en 2025, parallèlement à l'évaluation finale du projet. Le rapport d'achèvement du projet (PCR) ainsi que l'audit financier sont en phase finale de finalisation, renforçant ainsi la transparence, la redevabilité et l'apprentissage institutionnel. Le projet a permis de générer des enseignements précieux sur les exigences procédurales, institutionnelles et techniques permettant aux collectivités locales d'accéder aux financements climatiques mondiaux, offrant ainsi un modèle reproductible pour étendre l'accès des municipalités à ces financements à travers le Sénégal.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet a démontré que le soutien institutionnel ciblé, les infrastructures numériques et une coordination structurée avec les autorités nationales peuvent réduire de manière significative les obstacles empêchant les municipalités d'accéder aux financements climatiques mondiaux. En renforçant les capacités techniques et en alignant les initiatives locales sur les exigences des bailleurs internationaux, les collectivités locales sénégalaises sont désormais mieux positionnées pour mobiliser des financements d'adaptation et mettre en œuvre des investissements résilients au climat.

2.3 PROJETS ISSUS DE LA FENÊTRE À LA DEMANDE (DDW)

En 2020, le FCCA a lancé la Fenêtre à la demande afin de solliciter des projets en dehors des appels à propositions périodiques. Le DDW constitue actuellement l'une des deux fenêtres par lesquelles le FCCA sollicite des propositions auprès des institutions éligibles.

L'objectif du DDW est de soutenir les pays disposant de faibles capacités d'accès au financement du FCCA et d'appuyer la mise en œuvre d'interventions ne relevant pas du champ des appels à propositions.

En 2021, le Secrétariat a procédé à une évaluation technique de 19 notes conceptuelles, parmi lesquelles cinq propositions de projets ont été sélectionnées. À la suite de leur mise en œuvre, ces projets ont permis d'obtenir des résultats clés, et leur exécution se poursuit actuellement :

CÔTE D'IVOIRE

DÉCARBONISATION DE LA GESTION DES DÉCHETS SOLIDES, MÉDICAUX ET PHARMACEUTIQUES

Budget
277 300$

Période de mise en œuvre
2023–2026

Agence d'exécution
Ministère de l'Environnement et du Développement durable



Marie Sylvie, coordinatrice du projet, présentant lors d'un atelier de validation sur les stratégies de verdissement de la gestion des déchets.
© Ministère de l'Environnement et du Développement durable

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet soutient la Côte d'Ivoire dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) issues des déchets solides, médicaux et pharmaceutiques grâce à l'élaboration d'une stratégie de décarbonisation à long terme, au renforcement des systèmes de mesure et à la mobilisation de financements climatiques pour une gestion durable des déchets. L'initiative vise à combler les lacunes structurelles en matière de gouvernance du secteur des déchets, de suivi des émissions et de planification stratégique afin d'aligner les systèmes nationaux de gestion des déchets sur les objectifs d'atténuation du changement climatique.

RENFORCEMENT DU CADRE STRATÉGIQUE POUR LA DÉCARBONISATION DES DÉCHETS

En 2025, une évaluation complète des systèmes de gestion des déchets solides et médicaux a été réalisée et validée. Cette évaluation constitue la base technique d'une stratégie à long terme visant à modéliser la décarbonisation du secteur des déchets à l'horizon 2050.

LE PROJET A PERMIS DE FAIRE PROGRESSER L'ÉLABORATION DE

- Un document stratégique pour la décarbonisation des systèmes de gestion des déchets solides et médicaux.
- Un guide pour l'intégration de la réduction des émissions de GES dans les stratégies sectorielles de gestion des déchets.
- Un rapport final de verdissement ainsi qu'une feuille de route présentant les méthodologies d'intégration des considérations climatiques dans la planification nationale de la gestion des déchets.

Ensemble, ces instruments stratégiques renforcent la capacité institutionnelle de la Côte d'Ivoire à évoluer vers une gestion des déchets responsable sur le plan climatique.

MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME NATIONAL DE MNR POUR LES ÉMISSIONS DU SECTEUR DES DÉCHETS

Le développement d'un cadre national de Mesure, Notification et Vérification (MNR) spécifique au secteur des déchets a été lancé en 2025. Le document stratégique du système MNR-déchets devrait être finalisé en 2026. Une phase pilote ciblant les déchets solides municipaux ainsi que les incinérateurs de déchets médicaux et pharmaceutiques est prévue pour 2026. Ce système permettra d'améliorer la transparence, la précision de la comptabilisation des émissions et l'alignement avec les obligations nationales de reporting climatique.

MOBILISATION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le projet a jeté les bases de la mobilisation du financement climatique grâce à la préparation de documents stratégiques et au renforcement des capacités institutionnelles dans le secteur des déchets. Le recrutement d'experts techniques nationaux et internationaux a progressé en 2025 afin de soutenir l'achèvement des études et des activités de renforcement des capacités.
En reliant l'élaboration de stratégies aux systèmes MNR et aux mécanismes de financement, l'initiative crée une approche intégrée pour la transformation durable du secteur des déchets.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet met en place les bases institutionnelles et techniques nécessaires à la décarbonisation du secteur des déchets médicaux en Côte d'Ivoire. Grâce à la planification stratégique, aux systèmes de mesure des émissions et à la préparation du financement climatique, l'initiative permet au pays de réduire les émissions de GES tout en modernisant la gouvernance de la gestion des déchets conformément aux engagements climatiques à long terme.

MULTINATIONAL
APPUI À L'ALLIANCE FINANCIÈRE AFRICAINE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Budget
1 000 000 $

Période de mise en œuvre
2023–2026

Agence d'exécution
Secrétariat de l'Alliance financière africaine sur le changement climatique, Banque africaine de développement



Photo de groupe du personnel du TABD et du Secrétariat du FCCA lors d'une mission de supervision et d'une formation à Dar es Salaam. © Sécretariat du FCCA

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet soutient les institutions financières africaines et crée un environnement favorable permettant au secteur privé de canaliser les flux de financement climatique vers les investissements verts en Afrique.

RENFORCEMENT DES CADRES DE GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES DANS LE SECTEUR FINANCIER AFRICAIN

Le projet a considérablement fait progresser l'intégration de la gestion des risques climatiques au sein des systèmes financiers africains en renforçant à la fois les cadres réglementaires et les capacités institutionnelles. En 2025, une étape majeure a été franchie avec l'élaboration de la Taxonomie africaine de la finance durable, conçue en collaboration avec 68 institutions membres de l'Alliance financière africaine sur le changement climatique (AFAC) et alignée sur les meilleures pratiques internationales. Sa publication est prévue en 2026. Cette taxonomie fournit un cadre harmonisé pour la classification des investissements durables, améliorant ainsi la cohérence, la comparabilité et la crédibilité des marchés

financiers africains.
Parallèlement, le projet a soutenu la mise en œuvre des normes internationales de reporting en matière de durabilité grâce à sa collaboration avec l'International Sustainability Standards Board (ISSB) relevant de la Fondation IFRS. L'assistance technique fournie en Afrique du Sud a permis l'élaboration de documents de justification des politiques publiques, de guides pratiques de mise en œuvre et d'une feuille de route structurée pour étendre l'adoption à d'autres pays africains. Ces efforts renforcent la transparence, améliorent les pratiques de divulgation et accroissent la confiance des investisseurs dans les marchés financiers africains.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES POUR LA MOBILISATION DES FINANCEMENTS CLIMATIQUES

L'initiative a renforcé la capacité des institutions financières à accéder aux financements climatiques et à les déployer grâce à des actions ciblées de renforcement des capacités et à un appui institutionnel concret. En 2025, une formation dispensée lors de la réunion annuelle de la Communauté des superviseurs bancaires africains a permis à 60 délégués issus de 50 pays africains d'acquérir les outils et les connaissances nécessaires pour gérer les risques financiers liés au climat et aligner les décisions financières sur les objectifs de durabilité.
Au niveau institutionnel, l'appui technique direct apporté à la Banque de développement agricole de Tanzanie a considérablement fait progresser l'intégration de l'évaluation des risques climatiques dans les opérations bancaires. À travers une mission de suivi sur le terrain, le projet a facilité l'implication de la haute direction, introduit des outils de tests de résistance climatique et organisé un atelier ciblé de renforcement des capacités pour le personnel. En conséquence, cette banque est devenue la première institution financière du pays à intégrer pleinement les considérations de risques climatiques dans son cadre opérationnel, offrant ainsi un modèle reproductible pour d'autres institutions du continent.
La réaffectation stratégique des ressources du projet en faveur de cet engagement a permis de renforcer davantage l'appropriation institutionnelle et l'impact. Les résultats ont ensuite été présentés lors de grandes plateformes mondiales et continentales, notamment la COP 30 et les Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement en Côte d'Ivoire (2025), illustrant comment des outils pratiques de durabilité peuvent permettre de mobiliser des financements climatiques à grande échelle.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet renforce les fondements techniques, réglementaires et opérationnels nécessaires pour permettre au secteur financier africain de gérer efficacement les risques climatiques et de mobiliser des financements climatiques. En favorisant l'élaboration de taxonomies harmonisées, en soutenant l'adoption de normes internationales de reporting et en démontrant des modèles institutionnels concrets, l'initiative permet aux institutions financières d'orienter les capitaux vers des investissements verts et résilients, contribuant ainsi à un écosystème financier plus durable et sensible aux enjeux climatiques à l'échelle du continent.

MULTINATIONAL
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR MESURER LES PROGRÈS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES CONTRIBUTIONS DÉTERMINÉES AU NIVEAU NATIONAL

Budget
433 730 $

Période de mise en œuvre
2022–2025

Agences d'exécution
African Technology Policy Studies Network (ATPS), Pan African Climate Justice Alliance (PACJA), West African Green Economic Development Institute (WAGEDI)



Délégués lors du lancement de l'Indice de mise en œuvre des CDN à l'occasion du 2e Sommet africain sur le climat à Addis-Abeba, en Éthiopie. © ATPS

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet assure le renforcement des capacités de 72 points focaux et champions du climat dans 12 pays d'Afrique subsaharienne afin de mesurer efficacement les progrès de mise en œuvre de leurs CDN à l'aide d'outils et d'indices de suivi.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET TECHNIQUES POUR LE SUIVI DES CDN

Le projet a renforcé la capacité des pays d'Afrique subsaharienne à mesurer et à suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), contribuant ainsi à une meilleure conformité à l'Accord de Paris. À la fin de l'année 2025, un total de 72 points focaux et champions du climat dans 12 pays ont été dotés des compétences techniques et des outils nécessaires pour appliquer des méthodologies et des indices de suivi des CDN. Ce renforcement des capacités a amélioré la capacité des institutions nationales à produire, analyser et exploiter des données climatiques pour le suivi des efforts de réduction des émissions. Par conséquent, les pays sont de plus en plus en

mesure d'évaluer leurs progrès par rapport à leurs engagements climatiques avec davantage de précision et de cohérence.

ACCROISSEMENT DE L'UTILISATION D'OUTILS FONDÉS SUR DES DONNÉES PROBANTES POUR LA PRISE DE DÉCISION CLIMATIQUE

Le projet a favorisé l'adoption de l'Indice de mise en œuvre des CDN en tant qu'outil pratique d'aide à la décision pour la planification de la réduction des émissions. Grâce à des actions ciblées de sensibilisation, 356 parties prenantes, dont 38 % de femmes, ont été mobilisées autour de l'application et de la valeur de cet indice. Cela a renforcé la compréhension de son importance et encouragé les pays à fournir les données nécessaires à son opérationnalisation. L'introduction et l'utilisation de cet indice contribuent à des processus décisionnels plus structurés, transparents et fondés sur les données, permettant une meilleure priorisation des actions climatiques au niveau national.

RENFORCEMENT DE L'APPROPRIATION ET DE LA DURABILITÉ DES SYSTÈMES DE SUIVI DES CDN

L'appropriation institutionnelle des outils de suivi des CDN a été considérablement renforcée grâce au développement et au lancement, en 2025, d'une plateforme en ligne hébergeant l'Indice de mise en œuvre des CDN ainsi que ses mises à jour périodiques. Cette plateforme garantit un accès durable aux données et aux outils d'analyse, tout en favorisant un suivi continu et des décisions politiques fondées sur des données probantes dans les pays participants. Depuis son lancement, la plateforme enregistre en moyenne environ 1 000 visites par mois, témoignant de son utilisation croissante et de sa pertinence.

Parallèlement, le projet a obtenu un fort soutien politique, ministériel et technique pour l'indice, renforçant sa crédibilité en tant qu'outil de suivi des engagements climatiques. Ces appuis favorisent son institutionnalisation dans les systèmes nationaux et améliorent la redevabilité ainsi que la transparence de la gouvernance climatique. L'engagement des bénéficiaires lors d'une mission de suivi au Kenya a confirmé la pertinence pratique des outils, les champions du climat et les praticiens des données soulignant leur utilité pour renforcer les processus nationaux de reporting.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet a permis de mettre en place un système durable et évolutif pour le suivi de la mise en œuvre des CDN dans 12 pays d'Afrique subsaharienne. Grâce au renforcement des capacités institutionnelles, à l'opérationnalisation de l'Indice de mise en œuvre des CDN et à un solide appui régional, l'initiative a amélioré la mesurabilité, la transparence et la cohérence de l'action climatique. Ces réalisations constituent une base solide pour un suivi durable et une meilleure conformité aux engagements climatiques internationaux.



L'équipe de l'ATPS présente ses observations à l'équipe du FCCA lors d'une visite dans les bureaux de l'ATPS. © Secrétariat du FCCA

MULTINATIONAL
ÉLABORATION DE STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME SOBRES EN CARBONE ET RÉSILIENTES AU CLIMAT

Budget
500 000 $

Période de mise en œuvre
2023–2025

Agence d'exécution
Africa NDC Hub, Banque africaine de développement



Photo de groupe lors de la validation de la Vision à long terme 2050 du Gabon pour un développement sobre en carbone et résilient au climat, dans le cadre de la mission de supervision du Secrétariat du FCCA.
©Secrétariat du FCCA

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet appuie le Libéria, le Lesotho, le Botswana et le Gabon dans l'élaboration de trajectoires de développement à long terme sobres en carbone et résilientes au climat, alignées sur l'Accord de Paris. L'initiative renforce les cadres nationaux de planification stratégique afin d'orienter la transformation économique vers une croissance durable et compatible avec les enjeux climatiques.

RENFORCEMENT DES STRATÉGIES CLIMATIQUES NATIONALES À LONG TERME

La majorité des activités techniques a été achevée en 2024. En 2025, le principal livrable restant — l'élaboration des documents de Vision et Stratégie à Long Terme (LTVS) — a été finalisé pour le Botswana, le Gabon, le Lesotho et le Libéria.

Ces stratégies :

- Offrent des trajectoires structurées vers un développement à faibles émissions et résilient au climat à l'horizon du milieu du siècle.
- Alignent la planification du développement national sur les engagements climatiques mondiaux.
- Identifient les secteurs prioritaires pour l'atténuation, l'adaptation et les investissements verts.
- Renforcent le positionnement des pays dans les négociations climatiques internationales et les efforts de mobilisation des financements.

Les produits de connaissance finalisés ont été présentés lors d'un événement parallèle de la COP 30 au Brésil en novembre 2025, renforçant la visibilité des efforts africains en matière de planification climatique à long terme.

DIFFUSION DES CONNAISSANCES ET CLÔTURE DU PROJET

Les documents LT-LEDS devraient être publiés au début de l'année 2026. Les activités finales de fin de projet — y compris l'audit du projet et le rapport d'achèvement du projet — sont prévues pour 2026, marquant la clôture officielle du projet.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet a renforcé la capacité institutionnelle des pays participants à concevoir et à formuler des trajectoires crédibles de développement résilient au climat à long terme. En intégrant les objectifs climatiques dans les systèmes nationaux de planification, l'initiative contribue à une transformation économique durable et à un meilleur accès aux financements climatiques.



Intervention lors de l'atelier de validation de la Stratégie de développement à long terme sobre en carbone et résiliente au changement climatique du Gabon. © Secrétariat du FCCA

MULTINATIONAL
ASSISTANCE TECHNIQUE POUR UN MEILLEUR ACCÈS AU FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR LE BURKINA FASO, L'ÉTHIOPIE, LE MOZAMBIQUE ET L'OUGANDA

Budget: 840 000 $

Période de mise en œuvre: Décembre 2024 Décembre 2026

Agence d'exécution: Secrétariat de l'Africa NDC Hub / Département Changement climatique et Croissance verte (BAD)



Photo de groupe lors de l'atelier de validation du bilan des CDN de l'Ouganda, à Kampala, en Ouganda. © Secrétariat du FCCA.

PRÉSENTATION DU PROJET

Cette assistance technique multi-pays fournit un appui ciblé à la mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), à l'élaboration de stratégies climatiques et à la mobilisation des financements dans quatre pays. En particulier, le projet apporte un soutien technique au Burkina Faso et à l'Éthiopie pour la mise en œuvre de leurs CDN, ainsi qu'au Mozambique et à l'Ouganda pour la finalisation de leurs stratégies de développement à long terme.

En 2025, le projet a fait progresser les efforts visant à renforcer l'accès au financement climatique grâce à des travaux analytiques ciblés et à l'engagement des parties prenantes en Ouganda, en Éthiopie, au Mozambique et au Burkina Faso. En Ouganda, des ateliers de lancement et de validation du bilan de la CDN 2.0 ont réuni environ 80 et 64 participants respectivement, permettant un examen participatif des progrès de mise en œuvre et l'identification d'actions prioritaires pour orienter la CDN 3.0. Le bilan pour l'Ouganda a été entièrement finalisé en 2025. En Éthiopie, un atelier de consultation sur le Plan de mise en œuvre des CDN a mobilisé environ 70 participants, renforçant la compréhension institutionnelle et soutenant l'intégration des priorités climatiques dans la planification et la budgétisation régionales. Au Mozambique, des consultations initiales avec les parties prenantes ont été menées

afin d'alimenter la mise à jour de la stratégie climatique nationale. Au Burkina Faso, des échanges avec le ministère ont été engagés pour lancer l'élaboration du Plan d'investissement des CDN.
En 2026, le projet poursuivra sa mise en œuvre, et il est attendu que des résultats supplémentaires soient obtenus d'ici son achèvement.

2.4 PROJETS ISSUS DU TROISIÈME APPEL À PROPOSITIONS – ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE TRANSFORMATRICE EN MATIÈRE DE GENRE

Lancé en juin 2021, avec une sélection des projets finalisée au début de l'année 2022, le Comité de gouvernance du FCCA avait approuvé 11 projets au titre du troisième appel à propositions à la fin de l'année 2025. Collectivement, ces projets couvrent 25 pays africains.

COMMENT NOS PROJETS CRÉENT DU CHANGEMENT : LA THÉORIE DU CHANGEMENT DU CfP3

Le troisième appel à projets du FCCA (CfP3) rassemble 11 projets dans 25 pays africains, touchant plus de 110 350 bénéficiaires, avec un accent particulier sur les femmes, les filles et les jeunes.
Le diagramme ci-dessous (Chaîne de résultats – une théorie du changement simplifiée) montre comment ces projets sont conçus pour générer un changement durable, étape par étape. Guidés par une approche transformatrice en matière de genre et fondée sur les droits, les projets mobilisent à la fois les femmes et les hommes afin d'identifier et de s'attaquer aux causes profondes des inégalités de genre et des déséquilibres de pouvoir — et non seulement à leurs symptômes.
Cela signifie créer les conditions d'un changement plus profond et durable, plutôt que de simples solutions de surface.

CHAÎNE NARRATIVE DES RÉSULTATS (THÉORIE DU CHANGEMENT SIMPLIFIÉE) DU PORTEFEUILLE DE PROJETS CFP3

VOIE 1 — PARTICIPATION DES FEMMES AUX NÉGOCIATIONS SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

SI des orientations sur les notes conceptuelles relatives à l'adaptation au changement climatique transformatrice en matière de genre (GTCCA) sont fournies aux bénéficiaires de subventions (Produit 1111), que des projets promouvant la sensibilisation des femmes et des groupes de femmes à leurs droits sont mis en œuvre (Produit 1121), et que des projets de négociation climatique destinés aux femmes sont réalisés (Produit 1122), renforçant ainsi les capacités des femmes en matière de négociations climatiques et de pratiques GTCCA (Résultat immédiat 1110), **ET SI** des lignes directrices fondées sur les droits pour l'égalité de genre dans les technologies climatiques sont élaborées (Produit 1212), augmentant le capital social et financier des femmes

afin de remettre en question les normes de genre (Résultat immédiat 1120.1), **ALORS** la participation des femmes aux négociations sur le changement climatique aux niveaux communautaire, national et international augmentera (Résultat intermédiaire 1100).

VOIE 2 — ACCÈS DES FEMMES ENTREPRENEURES AU FINANCEMENT CLIMATIQUE ET AUX TECHNOLOGIES CLIMATIQUES

SI des formations GTCCA sur les principes féministes favorisant la participation économique des femmes et des jeunes (Produit 1221), ainsi que sur le leadership féministe transformateur dans les droits politiques, économiques et sociaux (Produit 1222), sont dispensées, renforçant la capacité des femmes entrepreneures à défendre leurs droits juridiques en matière de financement climatique et de technologies climatiques (Résultat immédiat 1210), **ET SI** des formations sur les financements et technologies climatiques transformatrices (Produit 1311), ainsi que la mise en œuvre de projets de financement sensibles au climat pour les femmes entrepreneures (Produit 1312), sont réalisées, améliorant leur accès aux financements et technologies climatiques (Résultat immédiat 1220), **ALORS** l'utilisation par les femmes entrepreneures de financements climatiques, de technologies et de pratiques fondés sur les droits pour soutenir leur adaptation au changement climatique augmentera (Résultat intermédiaire 1200).

VOIE 3 — NTÉGRATION DE L'ÉGALITÉ DE GENRE DANS LES CDN ET LES POLITIQUES NATIONALES

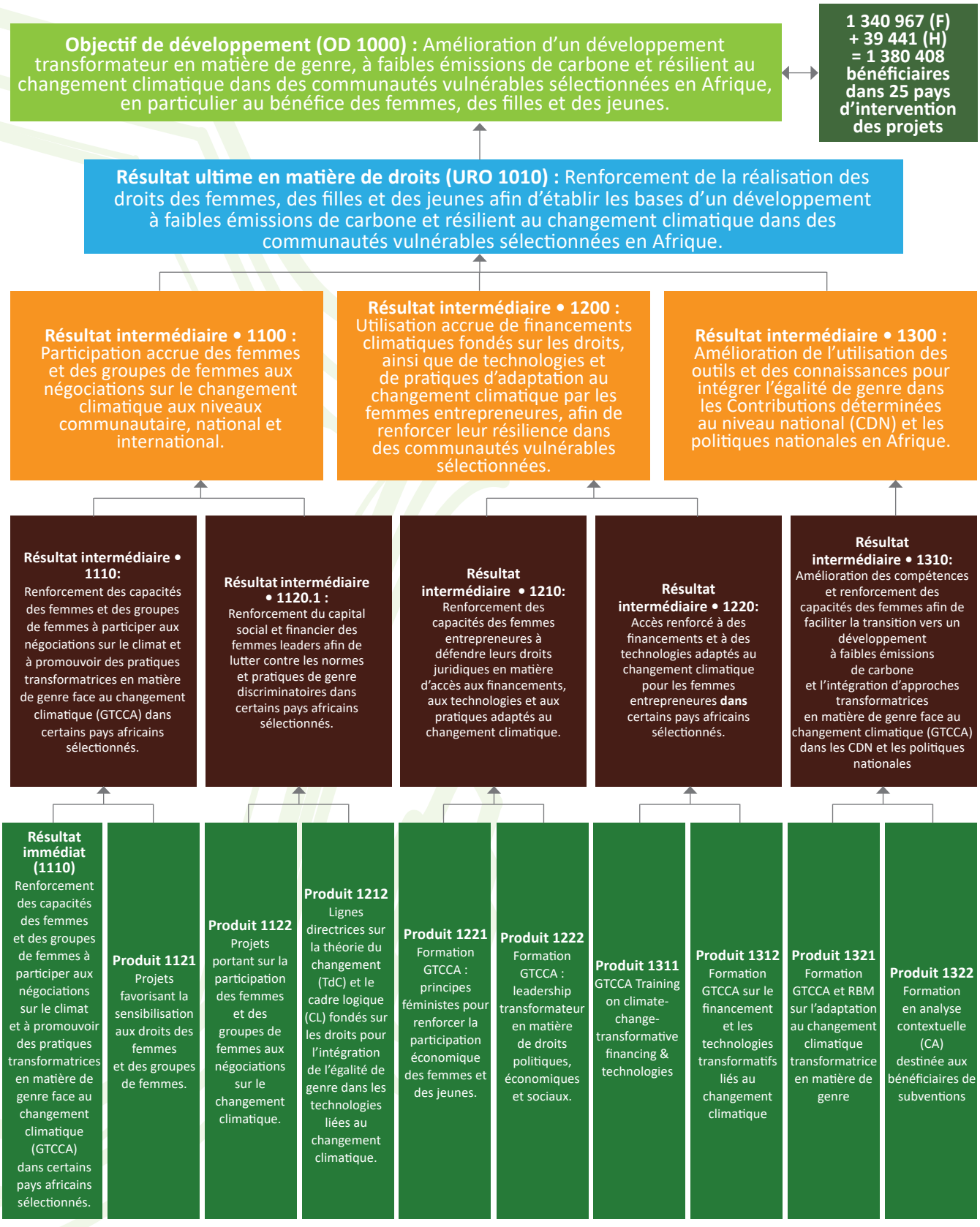
SI des formations GTCCA et en gestion axée sur les résultats portant sur l'adaptation au changement climatique transformatrice en matière de genre (Produit 1321), ainsi que des formations en analyse contextuelle destinées aux bénéficiaires de subventions (Produit 1322), sont dispensées, renforçant les compétences et capacités des femmes à conduire des transitions bas carbone et GTCCA dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les politiques nationales (Résultat immédiat 1910), ALORS l'utilisation d'outils et de connaissances pour intégrer l'égalité de genre dans les CDN et les politiques nationales à travers l'Afrique sera améliorée (Résultat intermédiaire 1300).

VOIE 4 — LA RÉALISATION DES DROITS COMME FONDEMENT DU DÉVELOPPEMENT RÉSILIENT AU CLIMAT

SI la participation des femmes aux négociations sur le climat augmente (Résultat intermédiaire 1100), que l'utilisation par les femmes entrepreneures de financements et de technologies climatiques fondés sur les droits s'élargit (Résultat intermédiaire 1200), et que l'égalité de genre est davantage intégrée dans les CDN et les politiques nationales (Résultat intermédiaire 1300), **ALORS** la réalisation des droits des femmes, des filles et des jeunes en tant que fondement d'un développement sobre en carbone et résilient au climat dans les communautés africaines vulnérables augmentera (Résultat ultime relatif aux droits 1010).

Et par conséquent, une réalisation durable des droits favorisera un développement transformateur en matière de genre, sobre en carbone et résilient au climat dans des communautés vulnérables sélectionnées à travers l'Afrique (Objectif de développement DO 1000), touchant 1 380 408 bénéficiaires — dont 1 340 367 femmes et 39 441 hommes.

Portefeuille de projets FCCA CfP3 : Chaîne de résultats (théorie du changement simplifiée), 2021-2025



TOGO ET BURKINA FASO
VERS DES COMMUNAUTÉS PRODUCTRICES DE KARITÉ RÉSILIENTES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Budget
996 700 $

Période de mise en œuvre
2023–2026

Agence d'exécution
Global Shea Alliance



Membres de l'association des femmes de Bago, dans le nord du Togo, bénéficiaires du projet.
© Secrétariat du FCCA.

PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet vise à renforcer la résilience climatique des communautés productrices de karité au Togo et au Burkina Faso en élargissant les opportunités économiques des femmes, en promouvant la gestion durable des parcs à karité et en renforçant la participation des femmes à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à la gouvernance des ressources naturelles.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET RÉALISATIONS

Le projet a généré des améliorations mesurables en matière de résilience économique des femmes, de pratiques d'adaptation climatique et de participation à la gouvernance des ressources naturelles.

RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE – RENFORCEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE RÉSILIENTS AU CLIMAT POUR LES FEMMES PRODUCTRICES

La construction de 15 entrepôts pour les coopératives constitue un pilier essentiel de la stabilité économique, transformant la collecte traditionnelle du karité en une activité économique structurée. En mettant à disposition ces infrastructures de stockage, ainsi que des foyers améliorés et des équipements de transformation, le projet permet aux femmes de dépasser une logique de subsistance pour accéder à une participation plus stratégique aux marchés. Cette infrastructure, associée à la formation de 7 867 femmes en gestion d'entreprise et en gestion coopérative, leur permet de maintenir une qualité élevée des produits. En outre, grâce au renforcement de leurs capacités commerciales et à l'établissement de liens directs avec les marchés, les coopératives ont obtenu de meilleures marges bénéficiaires, garantissant que la valeur générée par les parcs à karité demeure au sein des communautés.

Afin de mieux protéger les ménages contre les risques liés au climat, le projet a également intégré l'apiculture comme activité génératrice de revenus. En formant 15 coopératives à l'apiculture et en leur fournissant des équipements modernes, le projet crée un filet de sécurité économique diversifié grâce à la production de miel et de cire. Cette approche augmente non seulement les revenus immédiats des milliers de femmes impliquées, mais elle favorise également un modèle coopératif résilient, capable de faire face aux chocs environnementaux tout en améliorant la pollinisation naturelle et la santé des arbres de karité. Par exemple, en 2025, 11 coopératives (soit environ 5 500 bénéficiaires) ont généré 53 082 700 FCFA (environ 96 514 dollars) grâce à la vente d'amandes de karité, dont 62 % des bénéfices ont été réinvestis dans des activités telles que l'apiculture et la fabrication de savon, illustrant ainsi une meilleure planification commerciale et une capacité accrue de commercialisation collective.

RÉSILIENCE CLIMATIQUE – RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES ET DES PRATIQUES D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le renforcement de la résilience climatique dans ces communautés commence par la restauration à grande échelle des paysages de karité. En formant 15 coopératives et 7 359 femmes à la gestion des parcs à karité et à la Régénération Naturelle Assistée par les Agriculteurs (FMNR), le projet a transformé les récolteuses traditionnelles en véritables gardiennes de l'environnement. La distribution de 12 180 plants, soutenue par des campagnes communautaires de sensibilisation à la plantation d'arbres, vise à inverser directement la dégradation des terres et à renforcer la biodiversité. Ces efforts collectifs garantissent que les parcs à karité demeurent une barrière naturelle robuste et productive contre l'avancée de la désertification qui menace le Togo et le Burkina Faso.

En complément de ces actions de reboisement, le projet a modernisé le cycle de production grâce à des pratiques de transformation intelligentes face au climat. En formant 7 659 bénéficiaires à des techniques de transformation respectueuses de l'environnement et en fournissant 300 foyers améliorés comme équipements essentiels de conservation, le projet a réduit la dépendance des coopératives au bois de chauffe local. Cette transition vers des sources d'énergie plus propres réduit non seulement les émissions de carbone,

mais allège également la pression exercée sur les forêts environnantes. Ainsi, 62 % des bénéficiaires sont passées d'une connaissance limitée à une compréhension approfondie des pratiques d'adaptation climatique, tandis que les coopératives ont adopté des méthodes de transformation durables qui réduisent la pression sur les parcs à karité. En combinant gestion durable des terres et technologies économes en énergie, ces coopératives renforcent leur capacité à faire face aux chocs climatiques tout en assurant leur avenir économique à long terme.

GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES – RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION DES FEMMES

L'adoption de 14 règlements locaux marque une évolution importante de la gouvernance des ressources naturelles en plaçant les coopératives de karité au cœur de la prise de décision. Pour garantir une participation effective, 75 femmes, représentant entre 38 % et 42 % des comités de gestion des parcs à karité, ont été intégrées dans ces instances. Ainsi, la protection et l'utilisation des parcs à karité sont désormais gérées par celles dont les moyens de subsistance en dépendent le plus, favorisant un modèle de gestion plus équitable et durable.

Par ailleurs, grâce à des mécanismes ciblés de renforcement des capacités, les femmes ont acquis les compétences nécessaires pour exercer un leadership efficace au sein de leurs communautés. Elles mettent en œuvre des pratiques telles que l'élagage des arbres, la prévention des incendies et la régénération, tout en veillant à l'application des règlements locaux encadrant l'utilisation durable des parcs à karité.

Ces efforts sont renforcés par des actions stratégiques de plaidoyer et de sensibilisation auprès des autorités locales, visant à remettre en question et à transformer les normes culturelles et les pratiques qui limitent le rôle économique des femmes et leurs droits fonciers. En créant un environnement plus favorable, le programme permet aux femmes de jouer un rôle moteur dans la protection de leurs ressources naturelles tout en assurant une reconnaissance accrue de leur voix dans la gouvernance locale.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet renforce la résilience climatique en établissant un lien étroit entre l'autonomisation économique des femmes et la restauration des écosystèmes. L'augmentation des revenus issus du karité et des activités connexes encourage la conservation, tandis que l'amélioration des pratiques de gestion des parcs stabilise la production et renforce la résilience à long terme des communautés practices are stabilizing production and reinforcing long-term community resilience.



Récolte de miel par une bénéficiaire au Togo.
© Secrétariat du FCCA

MULTINATIONAL

AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES POUR L'ENTREPRENEURIAT ET LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS L'ADAPTATION ET LA RÉSILIENCE CLIMATIQUES (YOUTHADAPT)

Budget
1 000 000 $

Période de mise en œuvre
2022–2026

Agence d'exécution
Banque africaine de développement – Département du changement climatique et de la croissance verte, en partenariat avec le Kenya Climate Innovation Center (KCIC)



Lucy Wangari (au centre), fondatrice d'Onion Doctor, avec son équipe dans une ferme au Kenya.
© Cabinet de conseil du KCIC

PRÉSENTATION DU PROJET : INNOVATRICES TECHNOLOGIQUES POUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La Cohorte 3 de l'initiative YOUTHADAPT s'est distinguée par son orientation stratégique en faveur des entreprises détenues par des femmes, qui utilisent les technologies de la quatrième révolution industrielle pour renforcer l'adaptation au changement climatique et la résilience. Contrairement aux cohortes plus générales, cette cohorte ciblait spécifiquement des entrepreneures développant des solutions fondées sur des technologies de pointe, telles que l'intelligence artificielle, l'analyse des mégadonnées, la réalité virtuelle, la robotique, l'Internet des objets, l'informatique quantique, la fabrication additive, la blockchain et les technologies sans fil de cinquième génération, afin de

répondre aux défis climatiques en Afrique.
Cette approche a fait de la Cohorte 3 non seulement un mécanisme de soutien à l'entrepreneuriat, mais aussi une plateforme stratégique pour promouvoir le leadership des femmes dans les domaines de la technologie climatique et de l'innovation.
Dans le cadre de cette cohorte, sept entreprises dirigées par des femmes ont été soutenues, ce qui en fait une cohorte entièrement consacrée à l'entrepreneuriat féminin. Les entreprises bénéficiaires ont reçu des services ciblés de développement commercial, une assistance technique, du mentorat et un accompagnement en accélération afin de renforcer leurs solutions d'adaptation climatique et de transformer des idées technologiques en entreprises viables.
L'objectif n'était donc pas seulement de favoriser la croissance des entreprises, mais aussi de permettre aux innovatrices d'appliquer les technologies émergentes à des risques climatiques concrets dans des secteurs tels que l'agriculture, l'eau, l'assainissement, les énergies renouvelables et les services connexes, afin de réduire les vulnérabilités, de renforcer les capacités d'adaptation et d'accroître la résilience des communautés en première ligne.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET RÉALISATIONS RENFORCEMENT DES ENTREPRISES DE TECHNOLOGIE CLIMATIQUE DIRIGÉES PAR DES FEMMES

La Cohorte 3 a contribué à consolider un portefeuille d'entreprises climatiques féminines opérant à l'intersection de la technologie, de l'innovation et de l'adaptation. À la fin de l'année 2025, les sept entreprises soutenues avaient enregistré une augmentation moyenne de leur chiffre d'affaires de 72,36 %, une marge bénéficiaire moyenne de 24,95 % et une hausse moyenne de leur capacité de production de 128,54 %. Ces résultats témoignent de progrès significatifs en matière de croissance, de maturité opérationnelle et de préparation au marché, en particulier pour les entreprises qui mobilisent l'innovation et les outils numériques pour proposer des solutions d'adaptation au changement climatique.

PROMOTION DE LA CRÉATION D'EMPLOIS INCLUSIVE ET DE L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

La cohorte a également généré des emplois et renforcé le rôle des femmes en tant que leaders de l'innovation climatique. Les entreprises soutenues ont créé 250 emplois directs et indirects. En tant que cohorte exclusivement féminine, cette initiative a démontré la valeur d'un investissement ciblé dans les entreprises de technologie climatique détenues par des femmes, en tant que moteurs de croissance verte, de résilience et de transformation économique inclusive.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS TECHNIQUES, ENTREPRENEURIALES ET D'INNOVATION :

la cohorte a contribué de manière significative au renforcement des capacités des entrepreneurs et des bénéficiaires. Au total, 1 726 personnes ont été formées et 129 sessions de mentorat ont été dispensées aux entreprises soutenues.
Cet accompagnement a permis aux entreprises de renforcer leur gouvernance, d'améliorer leurs systèmes de gestion, d'affiner leurs modèles d'innovation et d'accroître leur capacité à déployer plus

efficacement des solutions climatiques fondées sur la technologie.
Compte tenu de l'orientation de la cohorte, cet appui a été particulièrement important pour aider les femmes fondatrices à combler l'écart entre des concepts technologiques prometteurs et des entreprises d'adaptation viables, attractives pour les investisseurs et orientées vers le marché

ÉLARGISSEMENT DE LA PARTICIPATION DES FEMMES À L'ÉCOSYSTÈME DE L'INNOVATION CLIMATIQUE

L'une des contributions majeures de la Cohorte 3 réside dans son rôle dans l'élargissement de la visibilité et de la participation des femmes au sein de l'écosystème africain de l'innovation climatique, en particulier dans des domaines souvent dominés par des entreprises détenues par des hommes et des modèles économiques conventionnels.

En mettant l'accent sur les innovatrices utilisant les technologies de la quatrième révolution industrielle, la cohorte a permis de positionner les femmes non pas simplement comme participantes aux programmes d'adaptation, mais comme fondatrices d'entreprises tournées vers l'avenir, capables de façonner l'agenda africain de la résilience climatique par l'innovation.

RÉSULTATS GLOBAUX

Dans l'ensemble, cette cohorte démontre le potentiel de la combinaison entre l'entrepreneuriat féminin, l'adaptation au changement climatique et les technologies de pointe dans un modèle de soutien ciblé. Elle constitue un investissement stratégique dans l'innovation climatique portée par les femmes, avec des contributions tangibles à la croissance des entreprises, à la création d'emplois verts et au développement de solutions de résilience ancrées localement.



Deborah Nzarubara dans un champ en République démocratique du Congo, dans le cadre du projet ETS Grecom soutenu par YouthADAPT. © KCIC Consulting

MULTINATIONAL

RENFORCEMENT DE LA VOIX DES FEMMES HANDICAPÉES DANS LES POLITIQUES ET NÉGOCIATIONS CLIMATIQUES

Budget
635 960 $

Période de mise en œuvre
2023–2025

Agences d'exécution
Inclusive Climate Change Adaptation for a Sustainable Africa (ICCASA) et Center for Minority Rights Development (CEMIRIDE)



Délégation de femmes en situation de handicap lors de la deuxième session de la Conférence africaine sur le climat (ACS-2), soutenue par STREVOW. © ICCASA

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet vise à renforcer le leadership, la représentation et les capacités techniques des femmes en situation de handicap afin de leur permettre de participer efficacement aux processus d'élaboration des politiques climatiques et aux négociations aux niveaux national, régional et mondial. Il s'attaque aux obstacles structurels, institutionnels et liés à l'accessibilité qui ont historiquement limité leur inclusion dans la gouvernance climatique.

MEILLEURE COMPRÉHENSION DES OBSTACLES À UNE GOUVERNANCE CLIMATIQUE INCLUSIVE

Le projet a permis de mieux faire comprendre les obstacles structurels et les inégalités de genre qui limitent la participation des femmes en situation de handicap aux processus de décision en matière de politique climatique. Grâce à des plateformes d'échange ciblées, il a contribué à une augmentation significative de la sensibilisation parmi les parties prenantes, 45 personnes ayant démontré

une compréhension claire des inégalités liées au genre et au handicap dans le contexte du changement climatique. Ces bénéficiaires ont pu identifier et exprimer les défis liés à l'accès, à la représentation et à la prise de décision, contribuant ainsi à un dialogue plus éclairé et plus inclusif sur la gouvernance climatique.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES FEMMES EN SITUATION DE HANDICAP À INFLUENCER LES POLITIQUES CLIMATIQUES

Le projet a renforcé les capacités techniques et de plaidoyer des femmes en situation de handicap afin de leur permettre de participer activement aux négociations climatiques. Douze (12) coordinatrices nationales ont été formées pour appuyer l'engagement politique aux niveaux national et international. À l'échelle mondiale, un soutien ciblé a permis leur participation aux principaux processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les représentantes ont ainsi contribué activement aux discussions stratégiques du Global Disability Caucus (GDC), renforçant leur capacité à influencer les négociations et à plaider en faveur de politiques climatiques inclusives.

AMÉLIORATION DE LA REPRÉSENTATION ET DE LA PARTICIPATION DANS LES INSTANCES DÉCISIONNELLES CLIMATIQUES

Le projet a accru la visibilité et la participation des femmes en situation de handicap dans les principales plateformes de politique climatique. Douze femmes issues de huit pays — le Burundi, les Comores, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Rwanda, les Seychelles et l'Éthiopie — ont participé au Sommet africain sur le climat. Une représentation supplémentaire a également été soutenue lors de la COP30 au Brésil. Ces engagements ont renforcé la présence des femmes en situation de handicap dans les forums climatiques de haut niveau, leur permettant de contribuer au dialogue politique et aux actions de plaidoyer tant à l'échelle régionale que mondiale.

Au total, 50 femmes en situation de handicap ont participé à des forums de prise de décision sur le climat, dépassant largement les attentes initiales. Leur engagement s'est étendu à 25 forums climatiques aux niveaux national, régional et mondial, y compris des plateformes de haut niveau telles que le Sommet africain sur le climat et les processus de la CCNUCC. Fait important, 42 d'entre elles ont déclaré avoir apporté des contributions significatives lors de ces forums, témoignant d'une confiance accrue, de compétences techniques renforcées et d'une reconnaissance croissante en tant qu'actrices à part entière des discussions sur les politiques climatiques.

RENFORCEMENT DES CADRES INSTITUTIONNELS EN FAVEUR DE L'INCLUSION

Le projet a contribué à l'élaboration de trois cadres d'engagement au Kenya, en Ouganda et au Soudan du Sud, offrant des mécanismes structurés pour institutionnaliser la participation des femmes en situation de handicap dans la gouvernance climatique. Ces cadres renforcent la redevabilité, améliorent l'accessibilité des processus climatiques et favorisent une meilleure intégration des expériences vécues dans les politiques et programmes climatiques.

PARTICIPATION ET INFLUENCE ACCRUES DANS LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE MONDIALE

Les femmes en situation de handicap ont démontré une participation et une influence accrues dans les processus mondiaux de gouvernance climatique grâce à un meilleur accès à l'information climatique, aux mises à jour sur les négociations et aux plateformes de prise de décision. Une étape majeure a été l'élection d'une bénéficiaire du projet en tant que représentante des femmes en situation de handicap au sein du Global Disability Caucus dans le cadre de la CCNUCC, renforçant considérablement la représentation et l'influence de ces femmes dans les négociations climatiques mondiales.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet a posé des bases solides pour une gouvernance climatique inclusive en renforçant les capacités, la visibilité et la représentation des femmes en situation de handicap dans les processus de politique climatique. Les premiers résultats montrent une participation accrue, une amélioration des connaissances techniques et une influence grandissante aux niveaux national, régional et mondial.

À la fin de décembre 2025, le projet avait touché un total de 457 bénéficiaires, dont 377 femmes en situation de handicap, 45 parties prenantes et 35 professionnels des médias. Ces résultats témoignent d'une participation renforcée, d'une meilleure maîtrise des enjeux techniques et d'une influence croissante des femmes en situation de handicap dans les processus décisionnels liés au climat à tous les niveaux.



L'équipe du FCCA effectue une visite de courtoisie auprès de la Secrétaire permanente du ministère du Genre du Kenya lors d'une mission de supervision. © Secrétariat du FCCA

MULTINATIONAL
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES FEMMES NÉGOCIATRICES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE

Budget
467 440 $

Période de mise en œuvre
2023–2025

Agence d'exécution
Centre climatique régional pour l'Afrique de l'Est et australe, Banque de développement de l'Afrique de l'Est



Le Secrétariat de l'ACCF avec l'équipe du Centre régional de collaboration de la CCNUCC à Kampala lors d'une mission de supervision.
©Secrétariat du FCCA

PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet vise à assurer une participation accrue et plus efficace des femmes à la prise de décision en matière de changement climatique, en particulier au niveau international, tout en renforçant la compréhension et la promotion des questions de genre par l'ensemble des négociateurs.
À la fin de l'année 2024, le projet avait réalisé l'ensemble des activités prévues, contribuant ainsi au renforcement des capacités des négociateurs climatiques et des décideurs politiques dans 19 pays d'Afrique de l'Est et australe afin d'intégrer des approches sensibles au genre dans les politiques climatiques et les négociations.
En 2025, le projet a publié le Guide technique sur l'intégration du genre dans les CDN et les LT-LEDS, élaboré dans le cadre du projet. Cette publication a marqué l'achèvement du projet ainsi que de ses activités finales d'évaluation.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet a démontré des approches concrètes pour intégrer systématiquement la dimension de genre à toutes les étapes de l'élaboration et de la mise en œuvre des CDN et des LT-LEDS. Il a également promu une approche transformative visant à s'attaquer aux inégalités structurelles tout en renforçant le rôle des points focaux genre en tant que champions d'une action climatique inclusive. Par ailleurs, le projet a renforcé les capacités de plus de 55 femmes en les dotant de connaissances approfondies sur les processus de la CCNUCC, les mandats relatifs au genre, les tactiques de négociation et les méthodes pratiques d'intégration du genre dans les politiques climatiques. En favorisant également la participation de champions masculins tout au long des activités, le projet a amélioré l'inclusivité et réduit les risques de tensions lors des événements nationaux de sensibilisation sur le genre dans les négociations climatiques.

Ces acquis contribueront de manière significative à une meilleure réalisation des droits des femmes, des hommes et des jeunes, en jetant les bases d'un développement sobre en carbone, résilient au climat et véritablement transformateur en matière de genre en Afrique de l'Est et australe.



Réunion du RCC de la CCNUCC dans les bureaux de l'EADB à Kampala.
© Secrétariat du FCCA

MALAWI ET MOZAMBIQUE
INITIATIVES DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE TRANSFORMATRICES EN MATIÈRE DE GENRE

Budget
950 000 $

Période de mise en œuvre
2023–2026

Agence d'exécution
Oxfam Malawi



Bénéficiaires des Associations villageoises d'épargne et de crédit à Chókwè, au Mozambique.
© Secrétariat du FCCA

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet vise à renforcer une résilience climatique transformatrice en matière de genre au Malawi et au Mozambique, en consolidant le leadership, l'autonomisation et l'émancipation économique des femmes et des jeunes. Il met l'accent sur l'intégration d'approches sensibles au genre dans la gouvernance climatique, le renforcement des capacités institutionnelles pour une planification inclusive, ainsi que l'élargissement de l'accès à des moyens de subsistance résilients face au climat.

En s'attaquant simultanément aux inégalités de genre et aux vulnérabilités climatiques, l'initiative favorise une participation plus équitable à la prise de décision et promeut des trajectoires d'adaptation durables,

portées par les communautés et alignées sur des objectifs de développement à long terme, sobres en carbone et résilients au climat.

RENFORCEMENT DU LEADERSHIP ET DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Le projet a contribué au renforcement du leadership et de l'autonomie des femmes dans le domaine de la résilience climatique, notamment à travers une meilleure sensibilisation aux violences basées sur le genre (VBG) et un accès accru aux mécanismes de signalement.
Les femmes et les filles âgées de 15 ans et plus sont désormais mieux outillées pour identifier et signaler les cas de VBG grâce aux dispositifs communautaires et institutionnels mis en place. Cela a favorisé une redevabilité accrue au niveau local et une réduction perçue des violences dans les zones ciblées.
Par ailleurs, la participation des femmes à la gouvernance s'est nettement renforcée, avec 84 groupes de femmes activement impliqués dans les comités locaux et les plateformes décisionnelles. Cette représentation accrue permet une meilleure prise en compte des priorités des femmes dans la planification climatique et la gouvernance communautaire.

SYSTÈMES RENFORCÉS DE GOUVERNANCE CLIMATIQUE SENSIBLES AU GENRE

Le projet a renforcé l'intégration de la dimension de genre au sein des structures de gouvernance climatique aux niveaux des districts et des communautés. Des évaluations ciblées impliquant 136 participants ont fourni des informations essentielles sur les lacunes en matière de représentation des femmes et ont permis d'orienter des approches de gouvernance plus inclusives.
Les efforts de renforcement des capacités, notamment la formation de 30 agents de district et représentants communautaires sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA), ont renforcé la réactivité institutionnelle et favorisé des environnements de gouvernance plus sûrs et inclusifs.
Les groupes de femmes et les autorités locales ont démontré une meilleure capacité à intégrer les considérations de genre dans la planification, la budgétisation et la mise en œuvre des initiatives de résilience climatique. Ces efforts renforcent la prise de décision sensible au genre et consolident la redevabilité institutionnelle.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET COMMUNAUTAIRES

L'initiative a renforcé les capacités techniques et opérationnelles des institutions locales ainsi que des acteurs communautaires. Des évaluations portant sur 82 responsables ont permis d'orienter l'élaboration de stratégies d'intégration du genre, de portefeuilles de résilience climatique et de mécanismes d'appui ciblés.
En conséquence, les institutions locales sont mieux préparées à intégrer des approches transformatrices en matière de genre dans la planification de l'adaptation climatique, tandis que les connaissances et bonnes pratiques se diffusent progressivement au niveau communautaire.

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

Le projet a également contribué à améliorer la résilience économique en soutenant les femmes et les jeunes dans le développement d'activités économiques écologiques et adaptées au climat.
Environ 50 % des bénéficiaires participent désormais à des activités génératrices de revenus, telles que l'agroentrepreneuriat, l'apiculture, les pépinières d'arbres et les services de proximité.
L'accès au financement s'est amélioré grâce

à l'appui apporté à 45 groupes d'épargne et de crédit villageois ainsi qu'aux groupes COMSIP, dont la moitié ont enregistré une augmentation significative de leur épargne en seulement cinq mois.
Des investissements complémentaires dans les intrants agricoles, les systèmes d'irrigation et les services de vulgarisation ont également contribué à améliorer la productivité et les revenus.
Au Mozambique, la mise en place d'un groupe de travail multipartite a permis de développer les entreprises basées sur l'irrigation, tandis qu'une cartographie des entreprises a identifié de nouvelles opportunités de moyens de subsistance durables.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet a permis de consolider les bases institutionnelles, économiques et sociales d'une résilience climatique transformatrice en matière de genre au Malawi et au Mozambique.
En renforçant le leadership des femmes, en améliorant la gouvernance inclusive et en élargissant l'accès à des moyens de subsistance résilients, l'initiative favorise des processus d'adaptation communautaires plus équitables, durables et capables de répondre simultanément aux inégalités de genre et aux défis climatiques.



Étudiants-chercheurs de l'Université du Malawi participant aux activités de recherche du projet de résilience climatique transformatrice en matière de genre. © Secrétariat du FCCA

MULTINATIONAL

RENFORCEMENT DE L'ÉGALITÉ DE GENRE DANS L'ACCÈS AUX RESSOURCES FONCIÈRES POUR UNE ADAPTATION TRANSFORMATRICE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LA RÉGION DE L'IGAD

Budget
470 000 $

Période de mise en œuvre
2023–2026

Agence d'exécution
l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) Secrétariat



Une bénéficiaire dans son exploitation agricole à Djibouti.
© Secrétariat du FCCA

PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet renforce la résilience climatique transformatrice sensible au genre à Djibouti, au Kenya et en Ouganda en améliorant l'accès des femmes à la terre et aux ressources naturelles ainsi que la sécurité de leurs droits fonciers. Il promeut une gouvernance inclusive, une adaptation menée par les communautés et des pratiques durables de gestion des terres afin de permettre aux femmes et aux groupes vulnérables de participer activement au développement résilient au climat et d'en bénéficier.

RENFORCEMENT DU LEADERSHIP COMMUNAUTAIRE ET DU PARTAGE DES CONNAISSANCES POUR L'ACTION CLIMATIQUE

Le projet a renforcé le leadership communautaire dans l'action climatique transformatrice sensible au genre grâce à des solutions portées localement et à des approches participatives. Les initiatives communautaires ont soutenu l'adoption de fourrages résistants à la sécheresse, la plantation d'arbres et la fourniture d'outils agricoles aux groupes de femmes, aux écoles et aux communautés locales, contribuant ainsi à l'amélioration de la productivité des terres, de la résilience climatique et de l'autonomisation économique des femmes.

La production et la diffusion des connaissances ont renforcé la collaboration régionale et l'engagement politique. Les réalisations du projet, notamment des notes d'information et des documentaires vidéo provenant de Kotido et Tadjoura, ont été présentées lors du Dialogue régional des femmes parlementaires sur le genre, la terre et la résilience climatique, touchant plus de 120 participants et renforçant l'engagement en faveur de solutions climatiques transformatrices sensibles au genre.

Au niveau communautaire, des formations ciblées ont permis de renforcer les capacités techniques en matière de gestion durable des terres. À Djibouti, 34 membres de coopératives, principalement des femmes, ont acquis des compétences pratiques en agriculture durable ainsi qu'en conservation des eaux et des sols, améliorant leur capacité à s'adapter à la variabilité climatique et à accroître la production fourragère.

AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DES APPROCHES COMMUNAUTAIRES DE MISE EN ŒUVRE

Les missions conjointes sur le terrain menées par l'équipe du projet et les partenaires ont permis une évaluation directe de l'efficacité de la mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la coordination entre le Secrétariat de l'IGAD, les organisations de la société civile, les groupes de femmes et les chefs traditionnels. Ces missions ont confirmé que les approches participatives renforcent l'appropriation locale et améliorent la pertinence ainsi que l'adoption des interventions du projet.

RÉSULTATS GLOBAUX

À l'approche de son achèvement, le projet a démontré que les approches communautaires et sensibles au genre sont efficaces pour renforcer la résilience climatique et la gestion durable des terres. La participation accrue des femmes à la prise de décision, combinée à des solutions adaptées au contexte telles que les intrants résistants à la sécheresse et le renforcement ciblé des capacités, a amélioré les capacités d'adaptation et la durabilité des interventions. Ces résultats constituent une base solide pour étendre les approches transformatrices sensibles au genre en matière de résilience climatique dans l'ensemble de la région de l'IGAD.

MULTINATIONAL

RENFORCER LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE GRÂCE À UNE ADAPTATION TRANSFORMATRICE EN MATIÈRE DE GENRE EN AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE

Budget
998 192 $

Période de mise en œuvre
2023–2026

Agence d'exécution
Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)



Photo de groupe lors de la Conférence des jeunes du Bloc économique Jumuia ya Kaunti za Pwani sur la santé et l'action climatique, dans le comté de Kilifi, au Kenya. © UNFPA

PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet vise à renforcer la résilience climatique en Afrique de l'Est et australe en améliorant les capacités des gouvernements, des communautés, des jeunes et de la société civile à concevoir et mettre en œuvre des actions d'adaptation climatique transformatrices en matière de genre. Il intègre l'action climatique avec l'égalité des genres, l'engagement des jeunes ainsi que la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), favorisant ainsi des politiques et programmes climatiques plus inclusifs, fondés sur des données probantes et respectueux des droits.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR UNE ADAPTATION CLIMATIQUE TRANSFORMATRICE EN MATIÈRE DE GENRE

Le projet a considérablement renforcé les capacités nationales et régionales d'intégration de l'égalité de genre, de la participation des jeunes et des considérations

relatives à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR) dans la planification de l'adaptation au changement climatique. Les initiatives de formation et de renforcement des capacités, destinées à plus de 300 participants dont 47 % de femmes, ont permis aux responsables gouvernementaux, aux organisations de la société civile, aux leaders de jeunesse et aux institutions académiques d'acquérir des outils pratiques afin d'intégrer des approches transformatrices sensibles au genre dans les processus d'élaboration des politiques climatiques.

Les programmes de formation des formateurs ont également renforcé les capacités nationales en dotant les facilitateurs formés des compétences nécessaires pour reproduire les modules de formation à travers les plateformes existantes dédiées à la jeunesse et à l'éducation. Ces efforts ont renforcé la capacité des acteurs nationaux à mettre en œuvre des actions d'adaptation climatique inclusives et fondées sur les droits.

PROMOTION DES ÉVALUATIONS PARTICIPATIVES DE LA VULNÉRABILITÉ CLIMATIQUE

Le projet a soutenu les pays dans la réalisation d'évaluations participatives et fondées sur les droits de la vulnérabilité climatique, établissant des liens entre le changement climatique, l'égalité de genre, la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) ainsi que les violences basées sur le genre (VBG).

Une évaluation complète de la vulnérabilité climatique a été achevée et validée au Soudan du Sud, fournissant des données probantes pour éclairer les politiques climatiques sensibles au genre et la planification nationale de l'adaptation. L'évaluation a révélé l'ampleur de la crise, avec 50 % des répondants signalant une augmentation des violences basées sur le genre dans les zones touchées par les changements climatiques, les sécheresses étant identifiées comme le principal facteur prédictif de la violence. Ce risque est aggravé par les besoins élémentaires de survie, 72 % des femmes ayant déclaré subir des violences basées sur le genre lors de la collecte d'eau ou de bois de chauffage dans les zones affectées par le stress climatique.

L'outil harmonisé d'évaluation de la vulnérabilité a été élaboré et diffusé afin de renforcer les capacités régionales d'analyse des impacts climatiques sur la santé, l'égalité de genre et la vulnérabilité sociale. Cet outil est également utilisé dans les évaluations de vulnérabilité climatique en cours au Kenya et à Madagascar, fournissant des données nationales pour appuyer des actions fondées sur des données probantes. À Madagascar, les consultations de terrain couvrant 142 entretiens dans neuf districts ont contribué à l'élaboration d'un rapport préliminaire achevé en décembre 2025.

RENFORCEMENT DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION CLIMATIQUES SENSIBLES AU GENRE

L'initiative a renforcé les capacités de plus de 523 experts nationaux issus des ministères, des agences des Nations Unies, des organisations de la société civile, des organisations de jeunesse et du milieu universitaire. Elle a également soutenu les gouvernements à travers des consultations nationales et provinciales, ainsi que des processus de révision et de validation, afin d'intégrer les considérations liées au genre et à l'inclusion sociale dans les Contributions déterminées au niveau national (CDN), les Plans nationaux d'adaptation (PNA) et d'autres cadres de politiques climatiques.

Des produits de connaissance clés, notamment des manuels de politiques et

des guides techniques, ont été élaborés pour orienter les décideurs et les parties prenantes dans l'intégration de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) ainsi que de l'égalité de genre dans les politiques climatiques et les programmes d'adaptation. Ces ressources aident les gouvernements à concevoir des stratégies climatiques prenant en compte à la fois les dimensions environnementales et sociales de la vulnérabilité climatique. Au cours du second semestre 2025, sept pays ont intégré avec succès les questions de SDSR et de genre dans leurs politiques climatiques nationales, avec une intégration particulièrement forte dans les processus CDN 3.0 du Kenya, du Rwanda, des Seychelles, de l'Afrique du Sud et du Burundi.

Les dialogues techniques et de haut niveau entre les pays ont également favorisé les échanges Sud-Sud et le renforcement des capacités de plus de 200 acteurs nationaux clés sur les politiques et actions climatiques transformatrices en matière de genre, avec un accent particulier sur les CDN 3.0, lors des 60e et 62e sessions des organes subsidiaires ainsi qu'à la COP29 et à la COP30. En outre, le projet a organisé neuf sessions clés en ligne et cinq sessions en présentiel, touchant plus de 1 000 participants en format hybride entre février et décembre 2025.

Les questions de genre et de santé ont également enregistré des avancées significatives lors de la COP30 avec l'adoption du Plan d'action de Belém pour le genre (2026–2034), d'une durée de neuf ans et comprenant 27 activités destinées à promouvoir une action climatique sensible au genre, ainsi qu'avec le lancement du Plan d'action de Belém pour la santé (BHAP), un cadre volontaire intégrant la santé humaine et les droits humains dans les réponses au changement climatique. Cette avancée s'appuie sur une année de plaidoyer soutenue par le projet Resilient Futures financé par le FCCA, qui a permis à plus de 150 acteurs nationaux clés en Afrique de l'Est et australe de renforcer leurs connaissances sur les liens entre SDSR, genre et changement climatique.

AUTONOMISATION DES JEUNES ET DES GROUPES VULNÉRABLES DANS LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE

Le projet a renforcé la participation des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables aux processus nationaux et internationaux d'élaboration des politiques climatiques.

Les consultations de jeunesse (ayant mobilisé plus de 378 jeunes), les dialogues régionaux et les forums climatiques internationaux ont renforcé l'engagement des jeunes dans les discussions et les négociations relatives aux politiques climatiques. Les initiatives de renforcement des capacités ont également soutenu les points focaux nationaux chargés du genre et du climat, ainsi que les jeunes leaders, afin de leur permettre de contribuer plus efficacement à l'élaboration des politiques climatiques et aux actions de plaidoyer.
Ces efforts ont renforcé la participation inclusive et permis de garantir que les actions climatiques reflètent les priorités des communautés affectées.

PARTAGE DES CONNAISSANCES ET INFLUENCE RÉGIONALE

Afin de faire progresser l'action climatique sensible au genre à travers la région, le projet a développé plusieurs produits de connaissance et outils d'orientation politique. Ceux-ci comprennent des publications de recherche, des outils d'évaluation de la vulnérabilité et des guides pratiques destinés à aider les gouvernements et les partenaires à intégrer des approches transformatrices en matière de genre dans les programmes climatiques.
Dans le cadre du projet Resilient Futures, l'UNFPA a lancé un manuel de formation

complet visant à combler le fossé entre l'action climatique, l'égalité de genre et la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), en dotant les parties prenantes des outils nécessaires pour intégrer les besoins des groupes marginalisés dans des politiques telles que les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et les Plans nationaux d'adaptation (PNA).

Une étape majeure a été franchie lors de la COP30 en novembre 2025, où le projet Resilient Futures a mis en évidence l'importance de politiques climatiques nationales fondées sur les droits humains et sensibles au genre. Parmi les principaux résultats figure le lancement du guide financé par le FCCA intitulé Passer à l'action : Guide pratique pour intégrer la santé et les droits sexuels et reproductifs, les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes dans les politiques et les actions nationales en matière de climat qui fournit des orientations essentielles pour garantir que les stratégies climatiques nationales soient véritablement transformatrices en matière de genre.

Les résultats du projet et les enseignements tirés ont été diffusés à travers des dialogues politiques régionaux et des événements climatiques internationaux, contribuant ainsi à une plus grande sensibilisation et à la reproduction d'approches inclusives d'adaptation au changement climatique.

RÉSULTATS GLOBAUX

Le projet a renforcé les capacités des gouvernements, des institutions et de la société civile en Afrique de l'Est et australe à concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes d'adaptation au changement climatique transformateurs en matière de genre. En intégrant l'égalité de genre, la participation des jeunes et les considérations relatives à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR) dans les systèmes de gouvernance climatique, l'initiative contribue à des efforts d'adaptation climatique plus inclusifs, résilients, fondés sur des données probantes et durables à travers la région. Elle répond directement aux impacts différenciés de la crise climatique sur les populations les plus vulnérables de la région.



Jeunes participant à un atelier de consultation de la société civile au Kenya.
© UNFPA

ÉTHIOPIE

TRANSFORMATION DES RAPPORTS DE GENRE ET RÉSILIENCE CLIMATIQUE DANS LES RÉGIONS DE L'AFAR ET DE L'OROMIA

Budget
950 000 $

Période de mise en œuvre
2024 – 2027

Agences d'exécution
Farm Africa (chef de file), le Consortium Population, Santé et Environnement Éthiopie (PHE) et Union des femmes et des enfants d'Éthiopie (UEWCA)



Bénéficiaire du projet GTCR utilisant l'irrigation solaire pour la culture de semences d'oignon améliorées dans la région Afar, en Éthiopie.© Farm Africa

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet vise à promouvoir l'égalité des genres et la résilience climatique parmi les communautés pastorales et agro-pastorales dans les régions Afar et Oromia en Éthiopie. Il met l'accent sur le renforcement de l'autonomisation sociale et économique des femmes et des jeunes, tout en soutenant des moyens de subsistance résilients au climat et une gestion durable des parcours dans des districts ciblés.
La mise en œuvre du projet a débuté au début de l'année 2025 et a déjà produit des résultats significatifs.

RENFORCEMENT DES ATTITUDES COMMUNAUTAIRES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

Les campagnes de sensibilisation et les sessions de dialogue communautaire ont touché 12 433 membres de la communauté, soit 70 % de l'objectif annuel 2025 et 48 % de l'objectif global du projet.
Ces actions ont permis d'améliorer les connaissances, les attitudes et les pratiques liées à l'égalité des genres et aux normes sociales néfastes. Les leaders religieux et les figures d'influence communautaires ont joué un rôle clé dans la promotion de perceptions plus favorables à l'égalité des genres et dans l'encouragement de l'abandon des pratiques préjudiciables.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES POUR UNE PLANIFICATION CLIMATIQUE SENSIBLE AU GENRE

Le projet a renforcé les capacités des institutions locales dans les districts d'Amibara, Awash-Fentale et Fentale afin d'intégrer l'égalité des genres et la résilience climatique dans la planification du développement local.
Trois coopératives de gestion participative des parcours (PRMC) ont été créées et soutenues, atteignant 100 % de l'objectif annuel 2025 et 50 % de l'objectif global du projet. Ces coopératives ont adopté des règlements internes sensibles au genre et élaboré des plans de gestion des parcours et de résilience climatique favorisant une participation équitable et une gestion durable des ressources naturelles.

RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION DES FEMMES À LA PRISE DE DÉCISION SUR LES RESSOURCES

Le projet a atteint 3 620 femmes en 2025, soit 66 % de l'objectif annuel et 46 % de l'objectif global, grâce aux Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), aux activités génératrices de revenus et aux initiatives de gestion participative des parcours.
Ces interventions ont renforcé la participation économique des femmes et leur confiance dans la gestion des ressources financières et naturelles, tout en favorisant une implication accrue dans la prise de décision au sein des ménages et des communautés.

AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE DES PARCOURS ET DE LA GESTION DES RESSOURCES

Trois coopératives PRMC ont été appuyées pour élaborer et mettre en œuvre des plans de gestion participative des parcours, orientant la protection, le développement et le suivi durables des terres pastorales.
Ces structures dirigées par les communautés contribuent à améliorer la disponibilité du fourrage, à renforcer la gestion des ressources en eau, à soutenir la conservation de la biodiversité et à accroître la résilience des moyens de subsistance pastoraux.

EXPANSION DES OPPORTUNITÉS DE MOYENS DE SUBSISTANCE INTELLIGENTS FACE AU CLIMAT

Les initiatives de moyens de subsistance intelligents face au climat et sensibles au genre ont bénéficié à 1 924 membres de la communauté, soit 78 % de l'objectif annuel et 59 % de l'objectif global du projet.
Les bénéficiaires ont reçu des formations en agriculture intelligente face au climat et en gestion durable des ressources naturelles. Parmi eux, 9 % ont déjà adopté des pratiques ciblées, illustrant des changements de comportement précoces malgré les retards initiaux de mise en œuvre.

RÉSULTATS GLOBAUX

Dès sa première année de mise en œuvre, le projet a enregistré des progrès significatifs dans la promotion de l'égalité des genres et de la résilience climatique au sein des communautés pastorales.
Grâce au dialogue communautaire, au renforcement des capacités institutionnelles et aux initiatives inclusives de moyens de subsistance, le projet contribue à améliorer les attitudes envers l'égalité des genres, à renforcer la participation des femmes à la prise de décision, à améliorer la gestion des parcours et à élargir les opportunités économiques résilientes au climat.
Ces premiers résultats jettent les bases d'un développement plus inclusif, durable et résilient face au climat dans les régions Afar et Oromia.



Des bénéficiaires récoltent des oignons grâce à un système d'irrigation solaire dans le cadre du projet GTCR, dans la région d'Afar, en Éthiopie. © Farm Africa

SOMALIE
RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES MÉNAGES VULNÉRABLES, EN PARTICULIER LES FEMMES ET LES JEUNES, AU PUNTLAND FACE AUX CHOCS CLIMATIQUES

Budget
518 248 $

Période de mise en œuvre
2025 – 2026

Agence d'exécution
World Vision International Somalia



Distribution de foyers de cuisson économes en énergie aux femmes du district de Garowe, en Somalie.
© World Vision Somalie

PRÉSENTATION DU PROJET

Ce projet vise à renforcer la résilience climatique et les moyens de subsistance durables des femmes, des jeunes et des ménages vulnérables dans les districts de Garowe et d'Eyl, au Puntland, en Somalie. Il promeut la diversification des moyens de subsistance intelligents face au climat, la gestion durable des ressources naturelles ainsi qu'une gouvernance inclusive des parcours et des ressources en eau. Bien que la mise en œuvre ait débuté à la fin de l'année 2025, le projet a déjà atteint plusieurs jalons importants avant la fin de l'année.

RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES ET DES COMPÉTENCES EN GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Le projet a renforcé les capacités des jeunes et des communautés en matière de gestion durable des ressources naturelles et de réduction des risques de catastrophes (RRC). En collaboration avec le Ministère de l'Environnement, des Parcours et du Changement Climatique ainsi qu'avec les autorités locales, 10 clubs d'adaptation climatique et de RRC dirigés par des enfants ont été créés dans les écoles des districts de Garowe et d'Eyl, impliquant 200 élèves (dont 56 % de filles).
Grâce à des formations structurées et à des activités d'apprentissage, les élèves ont acquis des connaissances pratiques en adaptation climatique, en préparation à la RRC et en Régénération Naturelle Assistée par les Agriculteurs (FMNR). En conséquence, les jeunes deviennent des défenseurs actifs de la gestion durable des ressources naturelles dans leurs écoles et leurs communautés.

AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE COMMUNAUTAIRE ET DE L'ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES

Le projet a renforcé la gouvernance inclusive des ressources naturelles dans 10 villages grâce à la planification participative et aux initiatives de renforcement des capacités. Les communautés ont élaboré des règlements locaux et des plans de restauration des terres, avec l'appui de comités de gestion des ressources naturelles composés à parts égales de femmes et d'hommes (50 % de femmes).
Ces structures de gouvernance communautaire améliorent la régulation de l'utilisation des terres, protègent les parcours et renforcent l'accès équitable aux ressources naturelles partagées pour les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables.

AMÉLIORATION DE LA RESTAURATION DES PARCOURS DÉGRADÉS ET APPUI AUX MOYENS DE SUBSISTANCE RÉSILIENTS AU CLIMAT

Une initiative de restauration par le biais du programme Cash-for-Work a mobilisé 258 membres vulnérables des communautés, y compris des femmes et des ménages dirigés par des femmes, pour la construction de 6 000 structures de collecte d'eau en demi-lune sur des parcours dégradés.
Cette intervention a permis de restaurer d'importantes superficies de parcours tout en offrant un soutien temporaire aux revenus des ménages vulnérables. En outre, 1 300 membres des communautés (dont 64 % de femmes) ont participé à des campagnes de sensibilisation établissant un lien entre la restauration environnementale, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la nutrition, encourageant ainsi l'action collective pour une gestion durable des terres.

RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES DE GESTION DE L'EAU ET DES RESSOURCES

Les institutions communautaires chargées de la gestion des ressources partagées ont été renforcées grâce à la création et à la formation de comités de gestion de l'eau dans trois villages. Ces comités soutiennent la gestion durable des puits et des berkads réhabilités, garantissant une gouvernance transparente, un accès équitable à l'eau et la fonctionnalité à long terme des infrastructures hydrauliques.
Ensemble, ces interventions ont amélioré l'accès aux parcours et aux ressources en eau tout en renforçant la gestion communautaire durable des ressources naturelles.

SENSIBILISATION ACCRUE À LA GOUVERNANCE INCLUSIVE DES RESSOURCES NATURELLES

Le projet a également renforcé la sensibilisation communautaire à l'accès équitable et à la gestion responsable des ressources naturelles. 250 membres des communautés (156 femmes et 94 hommes) issus de 10 villages ont été formés à la Régénération Naturelle Assistée par les Agriculteurs (FMNR) et à l'approche du Système d'Apprentissage et d'Action Genre (GALS).

Ces outils participatifs ont permis aux communautés d'analyser les défis environnementaux, de clarifier les rôles de genre dans la gestion des ressources et de développer des visions communes pour la restauration des paysages dégradés. Les femmes et les jeunes ont acquis davantage de confiance et de connaissances pour accéder aux ressources naturelles et les gérer, tout en promouvant une gouvernance environnementale inclusive.

RÉSULTATS GLOBAUX

Au cours de sa première année de mise en œuvre, le projet a renforcé la résilience communautaire et la gestion inclusive des ressources naturelles dans les districts de Garowe et d'Eyl, au Puntland. Grâce au renforcement des capacités, à la planification participative et aux activités de restauration des écosystèmes, les femmes, les jeunes et les ménages vulnérables ont accru leurs connaissances, leur voix et leur capacité à gérer les ressources naturelles.

Les principales réalisations comprennent la mise en place de structures communautaires de gouvernance, la restauration des parcours dégradés, la promotion de pratiques de gestion des terres intelligentes face au climat ainsi que le renforcement de la participation des femmes et des jeunes dans la prise de décision concernant les ressources.

Ces interventions jettent les bases de moyens de subsistance durables, d'une meilleure gestion des écosystèmes et d'une résilience climatique renforcée pour les communautés du Puntland.



Des bénéficiaires construisent des ouvrages de collecte des eaux de pluie en demi-lune en Somalie.
© World Vision Somalie

2.5 MISES À JOUR SUR LE QUATRIÈME APPEL À PROPOSITIONS

Dans le cadre du quatrième appel à propositions (CfP4) du FCCA consacré à la réduction du méthane sensible au genre, un total de 15 projets a été présélectionné. Ces projets couvrent 17 pays répartis dans les cinq sous-régions de l'Afrique et sollicitent un financement de 10,42 millions de dollars, complété par un cofinancement de 3,93 millions de dollars.

Ces initiatives concernent des secteurs tels que l'agriculture intelligente face au climat, la riziculture, la gestion de l'élevage, la gestion des déchets solides et des eaux usées, ainsi que les solutions de valorisation énergétique des déchets, notamment la production de biogaz à partir du fumier et d'autres déchets organiques. Le CfP4 vise à renforcer les capacités des femmes, des hommes et des jeunes dans des secteurs clés, notamment le soutien aux systèmes de mesure, de notification et de vérification (MRV) dans les secteurs du pétrole et du gaz, de l'agriculture, de la gestion des déchets et du traitement des eaux usées, en favorisant l'adoption de technologies d'atténuation et de pratiques innovantes destinées à réduire les émissions de méthane.

Les prochaines étapes prévues en 2026 comprennent la réalisation d'évaluations fiduciaires portant sur la gestion financière et les aspects liés aux marchés publics, sous la conduite du Département des politiques de gestion financière et des acquisitions (SNFI) de la Banque. Parallèlement, les cadres de résultats des projets seront examinés et harmonisés avec le Cadre de gestion des résultats (RMF) du FCCA, sous la coordination du Secrétariat du FCCA. Les initiatives seront ensuite soumises aux Comités de gouvernance pour examen et approbation, conformément aux seuils d'approbation applicables, tout au long de l'année 2026.

En complément des 15 projets présélectionnés, le FCCA dispose d'un portefeuille de 30 initiatives supplémentaires destinées à être financées dans le cadre de futures opérations de mobilisation de ressources, afin d'assurer la poursuite du soutien aux actions climatiques.



Bénéficiaire du projet de résilience climatique transformateur en matière de genre à Zomba, Malawi. © Secrétariat du FCCA.



Lucy Wangari, fondatrice d'Onion Doctor, une agro-entreprise soutenue par YouthADAPT au Kenya. © Cabinet de conseil du KCIC



Démonstration sur le terrain dans le cadre du projet du Mécanisme de financement de l'adaptation (ABM) en Côte d'Ivoire.
© Secrétariat du FCCA.

Communication de notre travail



3.1 ÉVÉNEMENTS DE PARTAGE DE CONNAISSANCES ET DE VISIBILITÉ

ÉVÉNEMENT PARALLÈLE DE LA COALITION CLIMAT ET ÉNERGIE AU FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE



Le FCCA a participé à l'événement parallèle du Forum des organisations de la société civile tenu le 7 mai 2025 à Abidjan, organisé par la Coalition de la société civile de la Banque africaine de développement sur le climat et l'énergie.

L'événement a réuni des représentants de la société civile et des parties prenantes de la Banque africaine de développement afin de réfléchir aux résultats de la COP29 et du Sommet Mission 300 des Chefs d'État, tout en discutant des priorités et des actions coordonnées en préparation de la COP30.

Les discussions ont mis en évidence le rôle important des organisations de la société civile dans l'avancement de l'action climatique en promouvant une gouvernance inclusive, en renforçant la redevabilité et en veillant à ce que les perspectives des communautés vulnérables et marginalisées soient prises en compte dans les politiques et programmes climatiques.

Les participants ont également échangé sur le renforcement de la collaboration entre la Banque et les partenaires de la société civile dans les initiatives liées au climat et à l'énergie.

Rita Effah a représenté le Secrétariat du FCCA lors de la session consacrée à la redéfinition du rôle stratégique de la Coalition et à la planification future.

La discussion a exploré les possibilités de renforcer l'engagement entre la Banque et les acteurs de la société civile, ainsi que les voies d'une meilleure coordination, de partenariats stratégiques renforcés et d'approches inclusives pour faire progresser l'action climatique à travers l'Afrique.

DEUXIÈME SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT

Le FCCA a présenté l'impact de son portefeuille lors d'un événement parallèle organisé dans le cadre du deuxième Sommet africain sur le climat à Addis-Abeba, intitulé « Présentation des résultats des projets du FCCA : promouvoir un développement résilient au climat et à faibles émissions de carbone en Afrique ». L'événement a mis en lumière la manière dont les investissements du Fonds, s'élevant à 40,64 millions de dollars répartis sur 33 projets, renforcent la résilience climatique et mobilisent les financements climatiques à travers le continent. Au cours des onze dernières années, le FCCA a joué un rôle important dans le renforcement de la résilience communautaire et le soutien à l'action climatique en Afrique.

Au cours de la session, les partenaires des projets ont présenté des réalisations concrètes dans différents secteurs. Celles-ci comprenaient notamment des avancées significatives en matière de politiques publiques grâce à la formation de 72 champions du climat dans 12 pays, la publication de notes d'orientation politique et le lancement du premier indice africain en ligne de mise en œuvre des CDN. D'autres exemples ont illustré l'impact du Fonds sur l'action climatique inclusive, notamment des

initiatives soutenant les femmes en situation de handicap, des coopératives apicoles dirigées par des jeunes en République démocratique du Congo regroupant 23 coopératives et 1 200 membres, ainsi que des projets de moyens de subsistance résilients au climat en Éthiopie ayant bénéficié à plus de 37 000 personnes, en particulier des femmes et des jeunes.

Le Canada a réaffirmé son solide partenariat avec le Fonds et souligné l'importance d'élargir l'accès inclusif aux financements climatiques. L'événement s'est conclu par des mesures pratiques, notamment l'organisation d'une clinique FCCA le deuxième jour du Sommet afin d'orienter les parties prenantes sur les possibilités de financement et la reproduction des modèles de projets réussis, renforçant ainsi l'engagement du Fonds en faveur de la transparence et de la collaboration.



Lire l'article

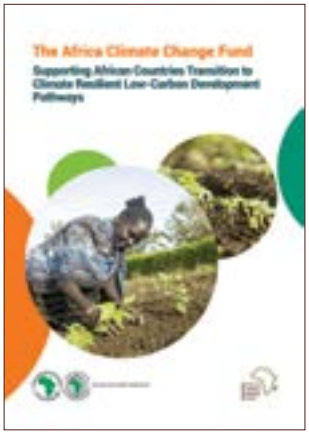
3.2 PUBLICATIONS

PUBLICATION DES BULLETINS D'INFORMATION



Le Secrétariat a produit et diffusé quatre bulletins d'information en 2025 mettant en lumière les réalisations et les résultats des projets du Fonds. Diffusées à plus de 2 000 abonnés, ces éditions présentaient des témoignages de terrain issus d'initiatives soutenues par le FCCA au Sénégal, au Rwanda, au Mozambique, en Côte d'Ivoire, en Ouganda, au Kenya, au Bénin et au Lesotho, ainsi que de projets multinationaux.

DIFFUSION DE BROCHURES ACTUALISÉES



Des brochures actualisées présentant le Fonds et ses modalités opérationnelles ont été élaborées et diffusées en anglais et en français.

RAPPORT ANNUEL



Le Secrétariat a préparé et largement diffusé le Rapport annuel 2024, qui présente les principaux résultats obtenus par le Fonds et les projets qu'il soutient au cours de l'année. Ce rapport a également constitué un important outil de communication, contribuant à renforcer la visibilité des actions de l'ACCF auprès de la communauté internationale engagée dans la lutte contre le changement climatique.

MISE À JOUR DE LA PAGE WEB ET DU SITE INTERNET



Mise à jour de la page web et du site internet du FCCA – Le Fonds a renforcé sa présence en ligne grâce à des mises à jour régulières de son site internet et de sa page web. En 2025, une version repensée du site internet a été lancée afin de mieux mettre en valeur les activités et les résultats du FCCA et d'accroître la visibilité du Fonds à l'échelle mondiale. La page web a ensuite été mise à jour pour s'aligner sur le nouveau format du site internet.website format.

3.3 MULTIMÉDIA



Tanzanie: Mobiliser des financements pour l'adaptation au changement climatique grâce à la gestion des risques climatiques



Multinational: Vers des communautés productrices de karité résilientes au climat au Togo et au Burkina Faso



Ouganda: Comment le Fonds africain pour le changement climatique plante les graines de l'énergie, favorise l'égalité des genres et renforce la résilience climatique



Djibouti: Renforcer l'égalité des genres dans l'accès aux ressources foncières pour une adaptation transformatrice au changement climatique dans la région de l'IGAD



Multinational: Renforcer la voix des femmes handicapées dans l'action climatique à travers l'Afrique de l'Est



Multinational: Renforcement des capacités de certains pays d'Afrique subsaharienne afin de mesurer efficacement les progrès de la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national grâce à des outils et indices de suivi



Jeune bénéficiaire du projet de résilience climatique transformateur en matière de genre à Zomba, Malawi. © Secrétariat du FCCA.

Gestion financière

4

Conformément aux directives opérationnelles du Fonds, la Banque a mandaté un audit indépendant des états financiers 2025 du FCCA portant sur les contributions reçues par rapport aux décaissements cumulés.

Contributions en espèces	Montant ($)
Agence allemande de coopération internationale (GIZ)	6.191.640
Gouvernement de l'Italie	5.559.630
Gouvernement de la Flandre / Belgique	6.124.113
Affaires mondiales Canada	5.258.354
Gouvernement du Québec	1.435.338
Centre mondial sur l'adaptation	1.086.369
Gouvernement de l'Irlande	8.757.720
Gouvernement de l'Autriche	1.049.802
Département d'État des États-Unis	5.461.999
Total des contributions	**40.924.965 $**
Intérêts générés	2.576.034
Total des fonds	**43.500.999 $**

Utilisation des fonds	Montant alloué ($)	Montant décaissé ($)
Engagements de projets	19.934.829	15.387.597
Frais administratifs	3.909.925	3.049.878
Audit annuel	47.650	41.920
Sensibilisation et événements	330.000	262.112
Frais de gestion	1.930.499	1.291.027
Total	**26.152.903 $**	**20.032.534 $**



Des femmes participant à des activités communautaires à Chókwè, Mozambique. © Secrétariat du FCCA.



Des femmes de Zomba, Malawi, participent à un rassemblement communautaire dans le cadre du projet de résilience climatique transformateur en matière de genre. © Secrétariat du FCCA.

Perspectives pour 2026

5.1 GESTION DU PORTEFEUILLE DE PROJETS

Actuellement, 15 projets du FCCA sont en cours de mise en œuvre et se poursuivront en 2026. Pour cinq projets (IGAD, UNCDF LoCAL, PNDL, Africa NDC Hub et LTS), dont les activités ont été achevées, les dernières étapes de clôture, à savoir l'établissement du rapport d'achèvement du projet et la réalisation de l'audit, seront finalisées afin de clôturer officiellement ces projets en 2026. Le Secrétariat estime que les décaissements cumulés atteindront 15,5 millions de dollars en 2026, dont un objectif annuel de 3,67 millions de dollars au titre des projets en cours et des nouveaux projets approuvés.
Au niveau du Fonds, les décaissements cumulés devraient atteindre 24,04 millions de dollars, dont un objectif annuel de 4 millions de dollars pour 2026.

S'appuyant sur l'expansion de son portefeuille, le Secrétariat du FCCA renforcera son appui à partir de la mi-2026 en intégrant environ dix projets innovants à fort impact, sélectionnés dans le cadre de l'Appel à propositions sur la réduction du méthane à dimension transformatrice en matière de genre. Dotés d'un financement supplémentaire de 10,42 millions d'USD, ces projets devraient accélérer la réduction des émissions de méthane tout en favorisant une action climatique transformatrice en matière de genre à travers l'Afrique.

5.2 GESTION DU FONDS

Au niveau du Fonds, le Secrétariat s'attachera à renforcer la gouvernance et l'orientation stratégique du FCCA, notamment en lançant le processus de prorogation de l'Accord multidonateurs au-delà de son échéance actuelle fixée à 2027, et en réalisant un bilan des dix années de mise en œuvre du Fonds afin d'éclairer les priorités futures. Le Secrétariat procédera également à la mise à jour des principaux documents opérationnels, notamment les Directives opérationnelles du FCCA, et poursuivra le renforcement de ses capacités internes afin de gérer le portefeuille croissant du Fonds.
En 2026, le Secrétariat fera de la mobilisation de ressources supplémentaires une priorité afin d'assurer la pérennité des activités du Fonds, en sollicitant à la fois les partenaires financiers existants et de nouveaux bailleurs, tout en s'appuyant sur le portefeuille de projets du quatrième appel à propositions (CfP4). Les efforts porteront également sur le renforcement des partenariats, la planification des activités de passation des marchés, le renforcement des capacités des agences d'exécution, ainsi que le développement de la communication et de la visibilité du Fonds. Ces activités seront guidées par le Plan de communication du FCCA 2025–2028 et comprendront notamment la publication du Rapport annuel du Fonds et de produits de connaissance, la mise à jour du site web du FCCA, ainsi que la valorisation des résultats des projets lors de grands événements afin d'accroître la visibilité du Fonds et de soutenir la mobilisation des ressources.

ANNEXE

ANNEX I : ÉTAT DU PORTEFEUILLE DES PROJETS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Titre du projet	Agence d'exécution	Pays	Montant ($)	Statut
1er appel à propositions (CfP)				
Renforcement de la préparation au financement climatique	Ministère de l'Environnement et du Développement durable	Côte d'Ivoire	429.422	Achevé
Outils stratégiques pour soutenir les activités d'atténuation dans les secteurs clés	Direction nationale de l'Environnement	Cabo Verde	495.037	Achevé
Soutien à la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'économie verte du Kenya	Fonds fiduciaire national pour l'environnement	Kenya	550.603	Achevé
Accélération d'une économie verte résiliente au climat	Agence pour le Développement durable	Mali	404.000	Achevé
Renforcement de la préparation aux investissements climatiques	Ministère du Tourisme et des Affaires environnementales	Eswatini	305.000	Achevé
Renforcement des capacités nationales pour l'intégration de la résilience climatique	Gouvernement de Zanzibar	Tanzanie	361.515	Annulé
Renforcement de l'accès à l'information climatique en Afrique	Département du changement climatique et de la croissance verte, la Banque	Multinational	384.298	Achevé
Intégration de la résilience climatique dans les projets d'infrastructures transfrontalières	Département du changement climatique et de la croissance verte, la Banque	Multinational	346.600	Achevé

2e appel à propositions (CfP)				
Renforcement de la résilience des petits producteurs de cacao grâce à la mise en œuvre pilote du Mécanisme de financement de l'adaptation Phases I & II	Département du changement climatique et de la croissance verte, la Banque	Côte d'Ivoire	500.000	En cours
Agriculture synthropique pour renforcer la résilience et le relèvement des communautés côtières vulnérables	Istituto Cooperazione Economica Internazionale / Associação Rural de Ajuda Mútua	Mozambique	596.283	Achevé
Renforcement de la résilience climatique grâce aux jeunes et aux femmes agricultrices	Zenab for Women in Development	Soudan	304.066	Annulé
Élimination des obstacles à l'accès au financement climatique par les municipalités locales	Ministère de l'Administration locale, de l'Aménagement du territoire et du Développement territorial	Sénégal	576.840	Achevé
Mécanisme local d'adaptation climatique	Fonds d'équipement des Nations Unies	Bénin et Lesotho	997.524	Achevé
Énergie verte pour la résilience des femmes et des jeunes	Association des Volontaires pour le Service International (AVSI) Foundation – Participatory Microfinance Group for Africa (PAMIGA)	Kenya et Ouganda	782.802	Achevé
Le hub de soutien aux CDN : soutien à la mise en œuvre des CDN en Afrique	Secrétariat du NDC Hub / Département du changement climatique et de la croissance verte, la Banque	Multinational	936.272	Achevé

Promotion d'une agriculture intelligente face au climat pour améliorer les moyens de subsistance ruraux et la résilience climatique dans la province orientale vulnérable au climat	Centre international de recherche en agroforesterie / Centre d'excellence de l'Université du Rwanda en biodiversité et gestion des ressources naturelles / Conseil rwandais de développement des ressources agricoles et animales	Rwanda	883.457	En cours
Mise en place d'un programme de coopération Sud-Sud pour soutenir l'accès direct au financement climatique	Centre de Suivi Écologique	Togo, Burundi, Niger	525.000	En cours
3e appel à propositions (CfP)				
Autonomisation des femmes et des jeunes pour l'entrepreneuriat et la création d'emplois dans l'adaptation et la résilience climatiques	Département du changement climatique et de la croissance verte, la Banque	Multinational	1.000.000	En cours
Renforcement de la voix des femmes handicapées afin qu'elles participent activement aux politiques et négociations sur le changement climatique	Inclusive Climate Change Adaptation for a Sustainable Africa / Center for Minority Rights Development	Multinational	635.960	En cours

Renforcement de la résilience climatique grâce au développement des capacités des individus, des communautés et des institutions pour l'élaboration et la mise en œuvre d'actions d'adaptation climatique sensibles au genre utilisant des approches innovantes et participatives	Bureau régional Afrique de l'Est et australe du UNFPA	Multinational	998.192	En cours
Renforcement de l'égalité des genres dans l'accès aux ressources foncières pour une adaptation transformatrice au changement climatique dans la région de l'IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement	Djibouti, Kenya, Ouganda	470.000	En cours
Vers des communautés productrices de karité résilientes au climat	Global Shea Alliance	Togo et Burkina Faso	996.700	En cours
Renforcement des capacités des négociatrices sur le changement climatique en Afrique orientale et australe	Centre régional de collaboration de Kampala - Banque de développement de l'Afrique de l'Est	Multinational	467.440	Achevé
Initiatives transformatrices en matière de genre et de résilience climatique	Oxfam Malawi	Malawi et Mozambique	950.000	En cours
Transformation du genre et résilience climatique dans les régions Afar et Oromia	FarmAfrica	Éthiopie	950.000	En cours

Renforcement de la résilience des ménages vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, au Puntland, Somalie, face aux chocs climatiques	World Vision	Somalie	518.248	En cours
Recyclage durable du plastique pour renforcer la résilience climatique des communautés locales dans la ville de Kaolack	La Banque et Unité de Coordination de la Gestion	Sénégal	700.000	Pas encore démarré
Femmes d'Eswatini pour l'adaptation climatique (WE CAN) : Accélérer la mise en œuvre des CDN à travers le nexus alimentation-environnement-EAH	Agence nationale de gestion des catastrophes	Eswatini	596.000	Pas encore démarré
Fenêtre à la demande (DDW)				
Projet de préparation à la décarbonation de la gestion des déchets solides, médicaux et pharmaceutiques	Ministère de l'Environnement et du Développement durable	Côte d'Ivoire	277.300	En cours
Élaboration de stratégies de développement à long terme sobres en carbone et résilientes au climat (LTS)	Secrétariat du Africa NDC Hub / Département du changement climatique et de la croissance verte, la Banque	Multinational	500.000	Achevé

Renforcement des capacités de pays d'Afrique subsaharienne selectionnés pour mesurer efficacement les progrès de la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national à l'aide d'outils et d'indices de suivi	African Technology Policy Studies Network, Pan African Climate Justice Alliance (PACJA) et West African Green Economic Development Institute (WAGEDI)	Multinational	433.730	Achévé
Assistance technique pour un meilleur accès au financement climatique	Secrétariat du Africa NDC Hub / Département du changement climatique et de la croissance verte, la Banque	Multinational	840.000	En cours
Soutien à l'Alliance financière africaine	Département du changement climatique et de la croissance verte, la Banque	Multinational	1.000.000	En cours



SECRÉTARIAT DU FCCA



Gareth Philips
Chef de la Division du financement du climat et de l'environnement



Rita Effah
Coordinatrice du FCCA et Chargée principale du financement climatique



Alfred Latigo
Chargé du genre, du changement climatique, du suivi et de l'évaluation



Pierre Koffi
Chargé des achats



Bela Emile Kouakou
Chargé de programme



Lewis Ahouayigbé Tchiwanou
Chargé de programme



Fatima Diaby
Chargée de la gestion financière



Marie-Joelle Agbia
Assistante d'équipe



Fanta Kone
Chargée de communication

Fonds pour les Changements Climatiques en Afrique

Division de l'environnement et du financement climatique
Département du changement climatique et de la croissance verte
Banque africaine de développement
Immeuble du CCIA | Avenue Jean Paul II, Plateau
01 Box 01 1387 | Abidjan, Côte d'Ivoire
Contact: FCCA Secretariat
Tel: +225 20 26 42 60
E-Mail: africaclimatechangefundfcca@afdb.org
Site internet: https://accf.afdb.org

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

AFRICA CLIMATE CHANGE FUND